

FUSION OUVRE LE DOSSIER GREENPEACE

L'annonce par la France du redémarrage des essais nucléaires ainsi que la bataille contre Shell menée en Allemagne, ont ramené Greenpeace sur le devant de la scène. Nous avons déjà publié plusieurs articles consacrés aux mensonges scientifiques de Greenpeace. Le dernier d'entre eux a d'ailleurs été attaqué en diffamation par Greenpeace ; comme nous l'avons rapporté dans notre dernier numéro, ce procès a été gagné par Fusion.

La raison qui nous pousse à publier un dossier encore plus conséquent sur Greenpeace, c'est que nous croyons que ce mouvement, par son intégrisme, son radicalisme philosophique et son mépris de la rigueur scientifique, représente un danger fatal pour l'humanité, et donc pour l'environnement de celle-ci. Des hommes et des femmes de Greenpeace ont pu ou peuvent encore faire œuvre utile ponctuellement, en dénonçant par exemple à juste titre l'exportation de déchets toxiques des nations de l'OCDE vers le tiers monde, ou la généralisation des mines antipersonnelles, qui ont fait un million de victimes en vingt ans. Mais la façon dont l'organisation fonctionne, ses buts cachés, ses campagnes qui sèment la confusion, la peur et l'obscurantisme, la zoophilie de certains de ses dirigeants, l'utilisation de falsification dans sa propagande, tout cela fait que l'« éco-bilan » de Greenpeace nous semble largement négatif. Greenpeace est un poison pour l'environnement. Ceux qui veulent vraiment protéger celui-ci doivent donc s'opposer à Greenpeace.

Emmanuel Grenier

36% des Européens se reconnaissent encore dans Greenpeace. En Allemagne ou aux Pays-Bas, Greenpeace est devenue un mythe intouchable. Lorsqu'on demande aux Allemands ce qui les fascine le plus, Greenpeace arrive derrière l'or, mais devant Mercedes... Et pourtant, Greenpeace fait face à une triple contestation, qui risque d'être fatale à terme :

- **interne d'abord** : la dictature personnelle de David McTaggart, celui qui a fait d'une bande de joyeux hippies contestataires une organisation internationale dont le budget annuel atteint 150 millions de dollars, continue. McTaggart n'est plus officiellement que président d'honneur, mais il contrôle encore des rouages clef de l'organisation, des directeurs aux comptes bancaires. Cette dictature est de plus en plus contestée par les « jeunes loups », n'ayant pas connu les années glorieuses des débuts. Ainsi, le *Frankfurter Allgemei-*

ne Zeitung peut-il écrire, le 27 février 1993 : « *Greenpeace est actuellement critiquée de plusieurs parts, non seulement par des entreprises et des hommes politiques, mais également par ses propres membres, choqués par le manque de démocratie dans la prise de décision, l'affectation des fonds et le bien-fondé de certaines campagnes.* »

- **au sein de la communauté écologiste et des sympathisants ensuite** : les critiques sont alors faites au nom des buts que Greenpeace prétend poursuivre. Ainsi, le *Spiegel*, journal plutôt pro-écologiste, disons rose-vert, a publié en 1991 une enquête qui a fait très mal à Greenpeace en Allemagne. Son verdict : « *Utilisation déséquilibrée des fonds, définition démagogique des objectifs, absence à peu près totale de démocratie.* » Certains disent même que c'est l'un des rédacteurs du *Spiegel*, Wilhelm Bitorf, un des cinq membres du Conseil

d'administration de Greenpeace Allemagne, qui a fourni toutes les données nécessaires au dossier. Cela rapporterait donc la critique du *Spiegel* dans la catégorie des critiques internes. Ainsi encore, Haroun Tazieff, le volcanologue précurseur de l'écologie affirme-t-il, avec sa franchise coutumière : « *Greenpeace ment. Et un mouvement qui ment nous conduit au fascisme, au nazisme et au goulag.* »

- **extérieurement enfin**, par ceux qui ne partagent même pas les buts affichés par Greenpeace et qui veulent plutôt s'y opposer : de ce point de vue, les ennemis de Greenpeace semblent réagir beaucoup plus vivement qu'auparavant. Les films du cinéaste islandais Magnus Gudmunsson et des articles de plus en plus nombreux dans la presse écrite, contribuent à ternir l'image « propre » de Greenpeace. Nous développerons longuement dans ce dossier comment et pourquoi cette image propre n'est qu'un mythe.



Une multinationale verte

« Je n'ai aucune moralité. Nous combattons pour que nos enfants puissent atteindre le XXIème siècle. Alors au diable les règles ! »

David McTaggart, *Time*, 21 août 1989

Lorsque David McTaggart arrive à Greenpeace, en 1972, l'organisation compte moins de 10.000 supporters. Lorsqu'il y prend le pouvoir, en 1979, ce chiffre s'élève à peine à 30.000. De 1976 à 1979, l'organisation avait crû de 10.000 à 30.000, une multiplication par trois. De 1979 à 1982, le taux de croissance change brusquement et passe à une multiplication par dix : 300.000 supporters. En 1991, quand McTaggart prend sa retraite (supposée comme nous allons le voir), l'organisation compte cinq millions de sympathisants dans le monde. Sur les 43 bureaux que compte Greenpeace dans le monde, 30 ont été fondés sous le règne McTaggart. Cet homme peut donc être considéré comme « *Mister Greenpeace* ». C'est lui qui fait passer l'organisation du stade de l'association artisanale à celui de multinationale verte. Connaître Greenpeace, c'est donc d'abord le connaître. C'est pourquoi nous entamons notre voyage dans la galaxie Greenpeace par une visite de l'histoire personnelle de McTaggart.

L'évangile selon Greenpeace

Dans le mythe Greenpeace, David McTaggart est un héros, presque un saint. Selon les évangiles de l'organisation (nous faisons référence ici au livre de 1989, *The Greenpeace Story*), c'est un homme d'affaires ayant réussi et ayant décidé de se retirer des

affaires pour mener une vie nomade sur son bateau, qui a soudain compris, à 39 ans, l'importance du combat pour sauver la planète en rencontrant les joyeux militants de Greenpeace en Nouvelle Zélande, et qui a mis alors tous ses moyens et toute son énergie dans ce combat. « *Il lança sa société et devint vite millionnaire. Voulant quitter le monde des affaires, il décida, après avoir tant reçu de la vie, de lui être utile.* » La réalité est extrêmement différente. Elle fait apparaître David McTaggart comme un mythomane, extrêmement qualifié, sans doute, mais opérant largement au-delà de ce que la loi permet. En clair, un escroc de bas étage, ayant réussi sa reconversion à un niveau mondial.

McTaggart ne donne pratiquement jamais d'interview ; c'est sa politique depuis très longtemps. Aussi, pour avoir accès à sa biographie non-officielle, il faut consulter des palmarès sportifs, des coupures de journaux, ou des rapports de police... Né en 1932, David Fraser McTaggart commence sa carrière dans le sport. Originaire de Vancouver, sur la côte Ouest du Canada, il se fait un nom dans les compétitions de badminton de la Colombie Britannique, l'une des régions du Canada anglophone, et remporte le championnat canadien en 1956, 57 et 58. On perd ensuite sa trace : selon ses dires, il est agent publicitaire et agent immobilier aux Etats-Unis. Ce n'est qu'en novembre 1967 que l'on retrouve notre héros,

lors de son troisième mariage, avec Elisabeth Huberty, une lycéenne de 18 ans, jolie, mais aussi riche héritière. A cette époque, McTaggart est le directeur général d'un projet de création d'une vallée skiable en Californie, la « Vallée des Ours ». Il y a été nommé par Bruce Orvis, propriétaire de 200 hectares. Ceux qui l'ont connu alors le décrivent comme un maître ès manipulation. Tous les rendez-vous ont lieu dans des bars, et sont largement arrosés. Charmeur, sûr de lui, dynamique, McTaggart ne fait pas que séduire Huberty. Sans avoir jamais investi un sou de sa propre fortune, il persuade nombre d'investisseurs de lui faire confiance.

Les affaires louches de McTaggart

Dennis Rasmussen était l'un des plus importants d'entre eux. Aujourd'hui, il déclare se rappeler parfaitement de lui : « *McTaggart était un véritable gourou pour manipuler les gens. Je ne sais pas, c'est difficile à expliquer, c'était sa nature, il semblait que tout ce qu'il faisait était une affaire commerciale.* » Selon lui, McTaggart convainquait les investisseurs en leur affirmant qu'un téléski allait être construit ainsi qu'un terrain de golf. Le projet de golf fut rapidement abandonné ; quant au téléski, l'administration concernée, le US Forest Service, n'a toujours pas donné son approbation...

McTaggart investit lui-même dans une petite maison d'hôte de la Vallée des Ours. Pour réaliser cette acquisition, il emprunta 120.000 dollars à une banque et décida sa belle-mère, Gertrude Huberty, à se porter caution. Gertrude, qui possède une dizaine d'hectares et une maison de campagne dans la Vallée, signe sans se faire conseiller d'un avocat. Les 30.000 dollars que sa fille Elisabeth vient d'hériter d'un aïeul lointain sont aussi engagés en caution. Cette maison d'hôte décrépie couplée à une pompe à essence n'a que six chambres. Dans sa biographie, il en parle comme d'un « *complexe hôtelier florissant* ».

En 1969, notre homme d'affaires quitte la ville avec sa femme. Orvis, qui continue à croire à McTaggart, aura perdu presque trois millions de dollars. Gertrude Huberty devra quant à elle hypothéquer ses biens immobiliers pour rembourser le prêt de McTaggart. Celui-ci se trouve à Aspen, dans l'Etat du Colorado, à la tête de Aspen International Properties. Le projet est encore plus grandiose. La chute sera en conséquence. McTaggart mène grand train, roule en Mercedes 280 SL — ce qui est un véritable luxe pour l'époque aux Etats-Unis —, se comporte en nabab. Il convainc Wells Lange et ses deux frères d'investir toute leur fortune — 1,5 millions de dollars — dans son projet, en leur faisant croire frauduleusement que d'autres investisseurs importants sont sur les rangs. Cet argent va servir à payer les hypothèques californiennes, et à financer l'équipe professionnelle de ski que McTaggart entretient à prix d'or. Très vite, la société est à court de liquidités. Un jour de 1970, le président du conseil de surveillance demande à voir les comptes. Le jour suivant, McTaggart avait filé. Il avait abandonné sa femme, vendant sans l'en prévenir sa Mercedes, laissant des monceaux de dettes personnelles. La famille Huberty n'a plus jamais entendu parler de lui. Les frères Lange lui intentèrent un procès, qu'ils gagnèrent *in absentio*. Leurs économies étaient envolés et ils furent en état de faillite personnelle. Comme en Californie, McTaggart laissait derrière lui des personnes abusées, mystifiées, cyniquement aban-

« Le secret du succès de David McTaggart est le même que celui de Greenpeace : ce n'est pas la vérité qui compte, mais ce que les gens prennent pour la vérité. »

Paul Watson,
cofondateur de Greenpeace,
qui a quitté l'organisation en
1977 pour fonder et diriger la
Sea Shepherd Society.

données à leur méditation sur la malhonnêteté de McTaggart.

Renaissance néo-zélandaise

Ce n'est qu'en 1972 que McTaggart refait surface, en Nouvelle Zélande. Personne ne connaît son passé. Dans son autobiographie, il écrit : « *J'avais tourné le dos à une belle carrière d'homme d'affaires pour mener une vie de paix et de douceur dans le Pacifique Sud.* » Pour se relancer, il possède un atout : un beau voilier, qui nécessite encore quelques réparations, mais qui est solide. Il lit qu'une organisation de pacifistes canadiens a besoin d'un bateau. Cela tombe bien. McTaggart a un petit problème avec la justice néozélandaise : il est accusé de contrebande de montres suisses. Il prend contact avec Bennett Metcalfe le président fondateur de Greenpeace et offre son aide, rapidement acceptée, en échange de 10.000 dollars pour la réparation du bateau. Mais la nuit précédant le départ, alors que tous les membres de l'équipage se retrouvent au restaurant pour fêter le

début du voyage, la petite amie de McTaggart l'attend en vain. C'est finalement son avocat qui arrive pour annoncer que le propriétaire du bateau est emprisonné à la prison du Mont Eden. Jugé et condamné pour contrebande, il doit payer 800 dollars ou effectuer une peine de 120 jours. Metcalfe accepte de payer. Le voilier quitte Auckland trois jours plus tard et appareille vers Mururoa. McTaggart sera légèrement blessé au cours d'une confrontation avec la marine française. L'image de son visage ensanglanté fera le tour du monde. Le mythe est lancé.

Devenu un héros au sein de l'organisation, McTaggart, au contact des médias qu'il manipule à sa guise, comprend très vite que celle-ci peut se transformer en une machine à faire de l'argent. Il se lance alors à sa conquête et choisit d'attaquer par le flanc : il lance Greenpeace en Europe, où elle était encore presque inexistante. En 1977, il crée en Angleterre sa propre branche de Greenpeace, indépendante, et lance des bureaux à Paris et Amsterdam. La stratégie est payante. Bientôt, il prend une telle importance que le groupe de Vancouver (les fondateurs), avec à sa tête Patrick Moore, décide en 1979 d'agir en justice pour empêcher McTaggart d'utiliser le nom de Greenpeace. Moore perd la bataille et reste président de Greenpeace Canada, tandis que McTaggart emporte la présidence de l'entité Greenpeace International. Il ne la quittera que le 2 septembre 1991, pour la laisser formellement à un avocat finlandais de 46 ans, Matti Wuori, alors que les casse-roles commençaient à s'amonceler à nouveau. Mais McTaggart reste visiblement un leader actif, dont le rôle est beaucoup plus important que son titre de « président honoraire » peut laisser croire. En janvier 1993, c'est lui qui débarque Matti Wuori, probablement parce qu'il voulait par trop jouer les « monsieur propre », et nomme à sa place une potiche allemande de 36 ans, Uta Bellion. Matti Wuori, lorsqu'il a été chassé, s'apprêtait à mettre en place un audit interne de Greenpeace. Aux dernières nouvelles, il semble qu'Uta Bellion va quitter à son tour Greenpeace pour rejoindre les Amis de la Terre.

Un dictateur féroce

Selon tous les rapports des anciens membres, McTaggart a instauré une autocratie absolue à la tête de Greenpeace. Rien d'important ne se décide sans son approbation. Trois directeurs successifs de Greenpeace France, Jacky Bonnemain, François Bretau et Philippe Lequenne, ont payé de leur exclusion leurs velléités d'indépendance.

Aujourd'hui encore, McTaggart règne sur le mouvement. Greenpeace communications reconnaît d'ailleurs qu'« *il est encore très proche de l'organisation* ». Il est le seul à disposer de certains comptes. Interrogé par télécopie par la télévision danoise, il affirme : « *Je ne suis plus président de Greenpeace International et ne dispose donc plus d'aucune information financière.* » Un mensonge de plus : le plus grand fonds de réserves financières de Greenpeace, intitulé Ecological Challenge, est pourtant placé, selon les registres officiels de la Chambre de Commerce hollandaise, sous la responsabilité de David McTaggart. C'est sur ce compte qu'ont été versés, en particulier, les millions de dollars payés par le gouvernement français pour rembourser le Rainbow Warrior. L'argent dort depuis cinq ans ; selon l'ancien comptable de Greenpeace en Hollande, Frans Kotte, il y a toujours 20 millions de dollars. Selon Greenpeace, il n'y a que 10 millions de dollars. Même différence d'appréciation quant aux réserves financières de Greenpeace. 18 millions de dollars selon Greenpeace, 70 selon Frans Kotte. Quelle que soit la somme exacte, McTaggart a toujours la haute main sur elle, ce qui ne lasse pas d'inquiéter lorsque l'on connaît son passé.

Interrogée sur tous ces sujets, la présidente de Greenpeace International Uta Bellion affirme n'être intéressée que par ce que McTaggart a fait pour l'environnement. « *Il a fait de grandes choses pour Greenpeace. C'est lui qui a fait de Greenpeace l'une des organisations écologistes les plus importantes et les plus efficaces au monde, et*

c'est en soi un remarquable succès. » Interrogée sur le passé délictueux de McTaggart, elle répond : « *Mais cela n'a pas d'importance. Ce qui compte pour nous, c'est le travail qu'il a fait pendant vingt ans et ce qu'il a accompli pour nous.* »

Tant que Greenpeace n'aura pas révisé son histoire interne, et décidé en particulier de « dé-McTaggartiser » l'organisation, comme on a dé-stalinisé, l'organisation ne pourra prétendre au respect ni à être considérée comme un interlocuteur viable.

Une structure autocratique

Greenpeace est une organisation internationale très centralisée autour de six personnes, des services spécialisés pour des missions mondiales, dont Greenpeace Communications est un très bon exemple. Situé à Londres, ce bureau prépare dans les moindres détails les stratégies des bureaux nationaux pour leurs campagnes liées aux thèmes internationaux de Greenpeace. Mais la comparaison avec les multinationales est trompeuse. Les dirigeants de celles-ci sont responsables devant leurs actionnaires et doivent être en mesure de justifier leurs décisions en se basant sur l'intérêt général de l'entreprise. Les six personnes qui dirigent Greenpeace ne sont, quant à elles, responsables que théoriquement devant l'assemblée annuelle. En effet, cette assemblée, rappelons-le, n'est composée que des délégués de chaque bureau national. Encore faut-il que ce bureau soit jugé suffisamment important. Ainsi, le bureau français, trop petit, ne peut pas participer directement au vote. Avec le Luxembourg et d'autres pays, il s'exprime indirectement grâce au vote dont disposent les régions. Dans la réalité, les délégués nationaux représentent les apparatchiks de Greenpeace, tout dévoués à la cause de David McTaggart. C'est le même réseau qui contrôle entièrement l'organisation depuis 1979. De plus, contrairement à une multinationale, les dirigeants salariés de Greenpeace sont responsables devant d'autres salariés de Greenpeace.

Si on devait comparer Greenpeace à une entreprise, ce serait donc plutôt à une petite entreprise familiale qui aurait beaucoup grandi, sans changer sa structure de pouvoir. « *Il existe une hiérarchie occulte liée au fait que les gens se connaissent depuis très longtemps* » affirme Philippe Lequenne. Cette hiérarchie occulte, centrée autour de McTaggart, contrôle tout. Bjorn Okern, ancien directeur de Greenpeace Norvège, est catégorique sur ce point : « *Si une personne estime qu'il y a de la démocratie dans Greenpeace, elle ferait mieux de retourner lire son dictionnaire voir ce que le mot signifie. Aucune démocratie ne peut exister dans Greenpeace. C'est une structure pyramidale, où tout se décide en haut, exactement comme dans un système militaire.* » Quant à Paul Watson, un cofondateur de Greenpeace, qui a quitté l'organisation en 1977 pour créer la Sea Shepherd Society, suite à un désaccord profond avec McTaggart : « *David McTaggart m'a toujours paru très opportuniste, et, pour être clair, très âpre au gain. Il s'assurait que tous les bureaux de Greenpeace étaient directement contrôlés par lui. Et lorsqu'il nommait des gens à des postes de direction, leur qualification principale était de savoir dire amen à McTaggart.* »

Ecarter les curieux

Frans Kotte, l'ancien comptable de Greenpeace Hollande, déclare tout de go : « *Ils n'aiment pas l'influence des membres. Les membres sont là pour payer et pour fermer leur gueule.* » L'on pourrait croire qu'il s'agit d'une remarque désabusée d'un homme actuellement en conflit avec son ancien employeur pour licenciement abusif. Mais écoutons Uta Bellion, la présidente remarquable de candeur, telle qu'elle s'exprime dans les colonnes de *Greenpeace Magazine* : « *Chaque sympathisant de Greenpeace ne peut donc directement participer au vote. Nous leur proposons de surveiller notre travail. Et d'exprimer leur adhésion à notre action en nous soutenant financièrement.* » (c'est nous qui soulignons) Comment surveiller un travail lorsque l'on ne dispose pas des informations élémentaires de ges-

Des films truqués

En 1983, la cour australienne de Tirabandi conclut que le film *Goodbye Joey* était truqué. *Goodbye Joey* est un film de propagande écologiste contenant des scènes incroyablement atroces de tortures sur les kangourous en Australie. L'idée était à l'origine de lancer une nouvelle source de profits pour la collecte de fonds, en remplaçant les bébés phoques innocents par les gentils kangourous au regard si doux... Alors que le kangourou n'est absolument pas en danger d'extinction, et qu'il prolifère comme les rats en Europe, en provoquant les mêmes nuisances. Greenpeace et d'autres organisations écologistes tentent de lancer une campagne contre la « chasse » au kangourou et de faire croire que les fermiers australiens sont tous d'affreuses brutes dont le passe-temps favori consiste à torturer l'animal qui leur sert d'emblème national.

En fait, dans le jugement de la Cour de Brisbane qui a condamné les deux hommes ayant perpétré les tortures, on trouve leur témoignage selon lequel ils avaient été payés par l'équipe de tournage du film. Le journaliste Leif Blaedel, qui a reçu la distinction danoise la plus haute pour récompenser le journalisme d'investigation, le prix Cavling, l'équivalent européen du Pulitzer, est l'un des premiers à avoir enquêté sur les méthodes de Greenpeace. Selon lui, le film est caractéristique d'un film de propagande : la caméra ne se concentre que sur les souffrances des animaux, jamais sur les hommes qui torturent. Le fait que leur identité soit cachée montre que l'intention n'est pas de dénoncer les actes atroces commis dans le film, mais de provoquer une réaction de colère chez ceux qui les verront. Toutes les scènes, tournées en pleine nuit, n'auraient pu être tournées sans une collaboration intense entre l'équipe de tournage (un caméraman, un ingénieur du son et un technicien éclairagiste, au minimum) et les chasseurs.

Les scènes de ce film sont d'une telle brutalité (par exemple torture d'une femelle kangourou et du fœtus qu'elle portait en elle) qu'elles seraient probablement interdites aux moins de 13 ans en Europe. Ce n'est pas Greenpeace qui a produit ce film. Néanmoins, elle l'a utilisé à des fins de propagande alors même qu'elle savait qu'il était truqué. Ainsi, lorsque Leif Bladel a demandé en 1986 à Trevor Daley, responsable de la campagne kangourou à Greenpeace, de lui transmettre une copie de leur film, c'est le film *Goodbye Joey* qu'il a reçu. En 1986 toujours, Trevor Daley avait offert aux députés du Parlement européen de leur montrer le film. Greenpeace a donc utilisé sciemment un film de propagande, dans lequel on a payé des gens pour torturer des animaux.

Greenpeace a par ailleurs réalisé son propre film, *Kangaroos Under Fire*, qui contient des scènes similaires à celles de *Goodbye Joey*. L'idée est la même : faire passer les adolescents ivres morts pratiquant les tortures pour des chasseurs professionnels. Leif Blaedel a été menacé de procès à de très nombreuses reprises par Greenpeace, comme la plupart des journalistes qui ne croient pas à « l'évangile selon Greenpeace ». Mais Blaedel a accueilli avec sérénité ces menaces : « Je gagnerai sans même avoir besoin d'un avocat ». Greenpeace Danemark et Greenpeace International ont finalement renoncé, en public, à toute poursuite judiciaire contre lui...

tion ? Dans l'esprit d'Uta Bellion, il semble que « surveiller le travail » signifie simplement « constater que Greenpeace fait assez de bruit ». On est donc très loin d'une structure démocratique.

Un bel exemple de la « méthode Greenpeace » nous est donné par Philippe Lequenne, l'ancien direc-

teur de Greenpeace : peu avant de se faire éjecter, en octobre 1991, il avait rédigé pour Greenpeace France un rapport sur la Seine. « Ce rapport se terminait par deux pages de propositions, concrètes, consensuelles, applicables. » Mais ces propositions concrètes et applicables étaient par trop réalistes pour les cadres de Greenpeace International. Ceux-ci avaient en

effet lancé une campagne « zéro rejets ». « Evidemment, note Lequenne, c'est beaucoup plus simple. Il n'y a pas à moduler selon les pays. » Mais c'est aussi parfaitement irréaliste et inapplicable. Greenpeace International met donc son veto sur le rapport. Les liens entre la direction française et Greenpeace International étant déjà tendus, celle-là décide de publier malgré tout. Quelques semaines plus tard, Philippe Lequenne et toute son équipe étaient licenciés par Greenpeace International pour « mauvaise gestion ».

Ce genre d'histoire, on peut s'en entendre raconter par beaucoup d'anciens de Greenpeace, des rebelles n'ayant pas accepté de se plier à la dictature McTaggart et à son système maffieux. Le cas typique est celui d'un dirigeant recruté de l'extérieur, ne faisant donc pas partie de la famille, qui commence à vouloir avoir des idées. Ainsi, rapporte le *Spiegel*, « lorsque devant l'assemblée de Greenpeace Allemagne, Jakob von Uexküll, quarante-sept ans, écologiste et fondateur du « Prix Nobel » alternatif de l'environnement, s'est élevé contre un amendement des statuts visant à restreindre un peu plus les pouvoirs du conseil d'administration (au profit des apparatchiks, NDLR), suggérant en outre publiquement qu'il serait bon que Greenpeace consacre à l'occasion quelques uns des millions obtenus grâce à des dons au financement de projets écologistes en mal de ressources, la réaction fut immédiate : M. Uexküll dut quitter son siège au sein du conseil et les statuts furent bel et bien modifiés. » Par ailleurs, on l'a invité à renoncer à ses activités au sein de l'organisation, « sous prétexte que j'ai nui à l'image de Greenpeace. Je suis étonné de ce manque de liberté » déplore M. Uexküll.

Les fondateurs parlent

Ce sont peut-être les fondateurs de Greenpeace et ses anciens dirigeants qui sont les plus virulents contre Greenpeace. Peut-être parce que leur désillusion est à la mesure de ce qu'ils ont vu de l'intérieur. Voici d'abord ce que Bennet Metcalfe, le premier di-

recteur de Greenpeace, dit de Greenpeace aujourd'hui : « Quand je repense à toutes ces années, à tout ce qui s'est passé depuis que nous avons fondé cette organisation, j'ai vraiment l'impression d'avoir créé un monstre, d'être un peu comme le Docteur Frankenstein. » Dans un extraordinaire article paru dans le numéro du 2 février 1994 du *Vancouver Sun*, Patrick Moore, l'un des fondateurs de Greenpeace, attaque violemment la tournure « anti-humaine » et « anti-civilisation » que l'organisation a prise. Il est intéressant de comparer l'analyse de Patrick Moore en 1994 avec le livre qu'il écrivit en 1979, à l'époque où il était encore dirigeant de Greenpeace, *The Warriors of the Rainbow* : « Le machiavélisme et le mysticisme ont joué de façon conjuguée pour former la conscience exprimée [par Greenpeace]. Cela pouvait être à certains moments une grande ferveur religieuse, à d'autres moments une dureté qui était proche de la sauvagerie (...) La corruption et la grandeur ont joué toutes deux un rôle. »

Après 15 années à la direction de Greenpeace-Canada, Moore décida de se retirer, estimant que le mouvement écologiste avait atteint le pouvoir, et qu'il était temps de collaborer avec les gouvernements et l'industrie pour résoudre les problèmes du monde. « La politique consistant à blâmer et à faire honte doit faire face à une stratégie de travail au coude à coude pour gagner à tout prix. Le fait que la table ronde, le processus de négociation basé sur un consensus ait été adopté par des milliers de dirigeants écologistes n'est pas le fruit du hasard. »

« Quelques écologistes ne voient pas les choses sous cet angle. En fait, il y a toujours eu une minorité d'extrémistes pour adopter une position « sans compromis dans la défense de la Mère Nature ». C'était les utilisateurs de matraques, les enfonceurs de clous dans les arbres pour saboter les scies, les saboteurs de bateaux de l'organisation *Earth First!*, Paul Watson et compagnie. »

Le problème, selon Moore, c'est que « la nouvelle variante du mouvement écologiste est tellement extrémiste que beaucoup de gens, y compris moi, pensent désormais que leur programme constitue la plus grande menace qui ait

Le cas Gudmunsson

L'homme qui a sans doute le plus fait pour ternir la réputation de Greenpeace est un cinéaste islandais, Magnus Gudmunsson. Son film *The Rainbow Man*, produit par la télévision danoise, a fait beaucoup pour ruiner la crédibilité de Greenpeace dans les pays nordiques. L'accusation qui a fait sans doute le plus de mal à Greenpeace et qui a contribué à la « ternir » auprès de l'opinion est celle de manipulation des images. Deux films de Magnus Gudmunsson ont démontré que plusieurs scènes des films de propagande utilisés par Greenpeace étaient falsifiées. Un film sur les phoques tourné en 1978 présentait des scènes douloureuses de chasse, impossibles à prendre sur le vif sans mise en scène préalable. Certaines scènes sont tournées plusieurs fois, sous des angles différents. Les images sont excellentes et les gros plans très expressifs. Castern Fledelius, professeur de cinéma à l'Université de Copenhague déclare à leur propos : « On a fait souffrir inutilement les animaux pendant le tournage. tout ceci me rappelle les films de propagande nazis. » Greenpeace ayant attaqué en Norvège le film pour diffamation, la Cour a rendu un jugement curieux : elle « a conclu que les défendants [Gudmunsson, NDLR] n'ont pas soumis de preuves suffisantes » de leurs assertions, « en dépit du fait que la scène donne difficilement l'impression d'une situation de chasse normale ». La Cour reconnaît néanmoins « qu'il y a eu jusqu'à un certain point communication entre le chasseur supposé et les autres membres du groupe présents sur la glace ». La Cour a également reconnu comme non diffamatoire la phrase suivante : « L'une des falsifications les plus graves de ce type est le mythe créé dans les années 60 et exploité ensuite par Greenpeace et d'autres groupes de protections des animaux, selon lesquels les chasseurs de phoques écorchent les animaux vivants. »

Suite aux révélations de Gudmunsson, le journal danois *Information*, pro-écologiste et proche de Greenpeace écrit : « L'usage délibéré par Greenpeace de la falsification dans sa propagande exige une révision sérieuse des buts et objectifs de l'organisation. Il n'est ni confortable ni plaisant de faire face aux faits, lorsque quelqu'un en qui l'on avait cru et placé sa confiance se révèle indigne de cette confiance. » Cette phrase a également été déclarée non-diffamatoire par une Cour du Danemark. Les documentaires de Gudmunsson provoquèrent également la démission du président de Greenpeace Norvège, cité plus haut. Bjorn Okern déclara que Gudmunsson avait raison en ce qui concerne les tactiques malhonnêtes de collecte de fonds. On comprend donc que Greenpeace considère Gudmunsson comme son ennemi juré et absolu.

jamais pesé sur la société dans son ensemble en ce qui concerne l'environnement global. » Moore conclut en appelant « tous les écologistes à résister à la tendance vers toujours plus d'extrémisme » et à « rejeter l'approche anti-humaine, anarchiste ».

Bjorn Okern a été quant à lui directeur de Greenpeace Norvège pendant deux ans. Après avoir été désillusionné sur la véritable nature de l'association, il a commencé à remettre en cause publiquement ses méthodes. Il a été licencié en avril 1993 et a immédiatement écrit un livre, *La puissance sans la responsabilité* (Oslo, 1993), sur son expérience à la tête de Greenpeace Norvège. Sa caractérisation de l'or-

ganisation ? Un mouvement « éco-fasciste, plus préoccupé par l'argent que par l'environnement »..

« Je regrette d'avoir travaillé pour une organisation que je croyais idéale, qui était censée travailler honnêtement pour l'environnement. Mais je découvris vite qu'elle ne travaille que pour son propre profit, pour s'enrichir aux dépens des petits et de ceux qui sont sans défense.

« Ce dont j'ai fait l'expérience, surtout au moment où je travaillais étroitement avec la direction internationale, c'est qu'ils ciblent systématiquement ceux qui sont sans défense et qu'ils n'attaquent pas les plus forts. La façon dont Greenpeace traite les cibles qu'elle a

choisies peut clairement être définie comme du fascisme ou du fondamentalisme religieux. Toute personne imaginant que l'argent de Greenpeace est dépensé pour l'environnement fait fausse route. Ils ne voyagent qu'en classe affaires, mangent dans les meilleurs restaurants et mènent une vie de jet-set écologiste. Beaucoup de fonds sont affectés à ces dépenses luxueuses. La principale raison expliquant la priorité accordée aux baleines, c'est que cela rapporte de l'argent. » (interview dans *Reclaiming paradise*)

Le financement de Greenpeace

Greenpeace prétend, dans ses conférences de presse, avoir une gestion parfaitement claire et tenir ses livres ouverts. C'est encore un mensonge. Tout d'abord, afin de pouvoir mieux égarer le fisc de différents pays, Greenpeace a mis en place une véritable toile d'araignées de différentes fondations, associations, maisons d'édition, entre lesquelles les flux financiers sont fréquents et incontrôlables. Certaines de ces institutions sont formellement indépendantes. D'autres sont directement placées sous le contrôle de l'empire Greenpeace International.

En 1994, pour la diffusion de son premier documentaire écologique en Allemagne, intitulé *L'Antarctique ou les glaces éternelles du pôle Sud*, Greenpeace a fait appel à BASF qui lui a fourni gracieusement 5000 cassettes vidéo fabriquées à partir de matériaux recyclés. A quarante francs la cassette, cela représente une aide de 200.000 francs. Un des grands chimistes allemands finançant Greenpeace, cela ne relève-t-il pas du paradoxe ? Pas tellement, si l'on tient compte de la puissance de persuasion de Greenpeace.

Certains experts allemands sur l'organisation avancent l'hypothèse que Greenpeace pratiquerait le racket envers certaines sociétés industrielles qui achèteraient ainsi leur « tranquillité ». Un indice qui viendrait confirmer cette hypothèse est le scandale révélé à la fin de l'année 1993, en Allemagne du Nord, sur le racket opéré

par Michael Braungart. Celui-ci dirige un institut d'études écologiques, le Hamburger Umwelt Institut qui publie des « classements des performances écologiques des entreprises ». Avant de les publier, Michael Braungart, a envoyé à chacune des entreprises une lettre pour leur proposer de les rencontrer personnellement. Enjeu de la rencontre : le classement de l'entreprise. Pour obtenir un bon classement, le ticket d'entrée minimum était de 3000 dollars. Un porte parole de Solvay-Allemagne affirme ainsi avoir été sollicité. Cette affaire a fait un gros scandale dans toute l'Allemagne, d'autant plus que l'épouse de Michael Braungart n'est autre que Monika Griefahn, l'ancienne dirigeante de Greenpeace Allemagne et l'ancienne trésorière de Greenpeace-France, aujourd'hui ministre de l'Environnement de la Basse Saxe, la région de Hambourg. Monika Griefahn, qui fut longtemps l'égérie de McTaggart, a dû démissionner de son poste en avril dernier suite à un autre scandale. Elle a en effet tenté de faire signer, au bénéfice de son mari et de sa société de conseil en environnement un contrat de gestion général d'« Expo 2000 » — la future exposition universelle de Hannover — pour un montant de 500 millions de DM. Braungart avait menacé de faire campagne contre Expo 2000 si son concept n'était pas retenu.

Certaines entreprises (comme BASF) apportent à Greenpeace des aides en nature, qui sont ouvertes. Mais il existe des moyens pour Greenpeace de recevoir de façon cachée des fonds en provenance de sociétés industrielles. Greenpeace contrôle des dizaines de fondations, aux titres parfaitement innocents, qui lui permettent de « ratisser » plus large dans sa collecte de fonds. En Hollande, siège de Greenpeace International, on relève ainsi la Fondation Gaïa, Ecological Challenge, Sirius, Oxygen, Quatre Saisons, etc. Ces fondations sont une autre possibilité pour les entreprises de financer Greenpeace : il est tout de même plus facile de présenter aux actionnaires une contribution à l'innocence (et parfaitement inconnue) fondation Quatre Saisons que de leur révéler que l'on a contribué aux comptes bancaires de

la sulfureuse multinationale Greenpeace.

Autre possibilité de faire de l'argent : la vente du label Greenpeace. En Allemagne, des bicyclettes s'affichant « vertes » sont ainsi vendues avec le label « approuvé par Greenpeace ». Ces « *Clean Tech Bike* » sont fabriquées avec la collaboration de deux des leaders mondiaux du marché des pièces de vélo, Shimano et Suntour. Evidemment, Greenpeace touche un pourcentage du chiffre d'affaires réalisé avec la vente de ces bicyclettes. Idem en Hollande, où une société fabriquant des lampes basse consommation, a acheté le droit d'apposer le label Greenpeace. Au Danemark, Greenpeace a directement et ouvertement proposé ses services : le label contre 4% du chiffre d'affaires réalisé. Les industriels ont vivement rejeté cette offre, en la comparant à une tactique de maffia. Quoi qu'il en soit, le fait de la collaboration de Greenpeace avec de multiples industries est clairement établi. Greenpeace ment lorsqu'elle prétend le contraire.

Greenpeace prétend également ne recevoir aucune aide de la part des gouvernements. Là encore, c'est complètement faux. Au point que, dans ses propres documents de présentation sur le réseau informatique « Econet », elle affirme en mars 1994 que « *durant ces dernières années, Greenpeace a dû faire face à des difficultés financières dues principalement à une baisse du soutien financier de la part des gouvernements.* » Mais Greenpeace n'est pas à une contradiction près...

Où va l'argent ?

« *Avec les moyens qu'ils ont, ils pourraient faire dix fois plus* » est une réflexion que l'on entend souvent dans le milieu de l'environnement. Greenpeace répond à ces critiques en expliquant que son but est d'obtenir des changements mondiaux. Tous ses efforts sont donc centrés sur l'idée de représenter un maximum de personnes de l'opinion publique pour avoir du poids dans les rencontres internationales décidant de questions

globales. On pourrait résumer le raisonnement de Greenpeace de cette façon : pour changer le monde, il faut avoir du poids. Pour avoir du poids, il faut avoir beaucoup de membres. Pour avoir beaucoup de membres, il faut être très connu dans les médias et faire beaucoup de publi-postages. Donc, nos dépenses publicitaires et nos publipostages sont reliés à l'environnement.

Au Canada, en juin 93, deux employés de Greenpeace, Stan Gray et Gord Perks, se sont plaints du fait que beaucoup trop d'argent allait à l'administration au détriment des campagnes. Le compte rendu d'un meeting interne tenu à la suite de ces plaintes fait apparaître que 5% seulement des fonds collectés (7 millions de dollars en 1992) vont aux campagnes. Confrontée à ce document dans le film de Gudmunsson, *The Rainbow Man*, Uta Bellion ne peut que bafouiller : « *Il est clair que ce n'est absolument pas satisfaisant. Je dois dire, il s'agit du budget national, ils disent que c'est 5% et j'imagine que c'est le chiffre réel s'ils le disent... Je veux dire qu'ils soulèvent des questions au sujet du réseau d'ensemble, du coût des programmes de collecte de fonds, et nous avons commencé à nous en préoccuper, nous sommes au courant depuis un moment que les coûts du programme de collecte de fonds au Canada sont très élevés. Nous travaillons avec eux de façon très rapprochée sur cela.* » Stan Gray et Gord Perks ont été licenciés de Greenpeace Canada.

On pourrait penser qu'il s'agit là d'un cas isolé. Mais en février 1993, la 2ème chaine de télévision suédoise démontrait, lors d'une émission publique à laquelle participait un représentant de Greenpeace, que 9% seulement des fonds donnés à Greenpeace sont allés à « un travail actif pour l'environnement ». Et ce chiffre de 9% comprenait les salaires des permanents ! En fait, Greenpeace fait face, à l'extrême, au problème de toutes les organisations caritatives : le coût d'un publipostage comparé au revenu qu'il rapporte fait que ces organisations sont de plus en plus semblables à des circuits financiers, dans lesquels l'argent tourne, ayant perdu en partie le souvenir de sa

« Je crois vraiment fermement que lorsque quelqu'un vous donne un dollar, il faut l'utiliser de la meilleure façon possible. »

« Nous avons une très petite administration. Nous dépensons la plupart de l'argent que nous avons sur les campagnes. »

David McTaggart

vocation originelle et de la raison pour laquelle il avait été donné. Rappelons-nous de ce chiffre de 1989, cité par *Forbes* : Greenpeace USA a investi 19 millions de dollars dans un mailing qui lui a rapporté 31 millions. En faisant l'hypothèse d'un budget total de 31 millions, cela fait deux tiers du revenu dépensé dans la collecte de fonds. Bien sûr, le budget est plus important et ce pourcentage est en réalité plus faible. Mais, même en le divisant généreusement par deux, on aboutit à un chiffre de 30%.

Comme nous le voyons, l'essentiel des revenus de Greenpeace, quelle soit leur montant exact, est consacré à des opérations ne relevant pas de la protection de l'environnement. Tout est tourné vers le renom de la marque. Dans la philosophie Greenpeace, l'interlocuteur privilégié est l'opinion publique. C'est vers elle que se tourne l'attention de chaque action militante. Exemple typique : au lieu de tenter d'expliquer les raisons multiples et complexes de la pollution fluviale, on choisit une cible précise et on déverse un conteneur de poissons morts, non sans avoir auparavant convoqué la presse. La vérité scientifique importe peu. Ce qui compte, c'est de trouver un schéma simple, qui permette de provoquer une émotion maximale et d'obtenir avec elle une grande répercussion dans les médias.

Comment faire de l'argent avec l'environnement ? Greenpeace a de-

puis longtemps saisi la recette : il faut donner un sens d'urgence et il faut désigner un ennemi public. Il est important de comprendre que l'identité de celui-ci importe finalement assez peu et peut varier très largement, selon les besoins du moment : les militaires américains ou français faisant exploser leurs armes nucléaires, les baleiniers japonais ou norvégiens, les pêcheurs islandais, l'industrie du nucléaire civil, les importateurs de déchets, les fabricants de chlore ou de PVC, les utilisateurs de bois tropicaux, chimistes suisses ou allemands, etc. L'identité de l'ennemi n'est pas forcément déterminée a priori. Elle est liée au succès remporté auprès de l'opinion publique. Ce qui rend possible toutes les manipulations.

Le travail de Greenpeace est organisé en « campagnes » internationales. Les objectifs de ces campagnes sont fixés à moyen et long terme par la direction internationale. Chaque bureau national choisit les campagnes qu'il désire reprendre, en fonction de ses moyens humains et matériels.

Rappelons ici les paroles de Philippe Lequenne, l'avant-dernier directeur de Greenpeace France :

« La seule obligation de résultat de l'organisation est de faire la une des médias de temps en temps. C'est un système très pervers. L'important est de trouver quelques mots magiques qui feront « tilt » dans l'opinion publique. En

outré, Greenpeace International décide de ce qui se fera en France et l'organisation fait preuve d'un intégrisme inouï. »

« Vu la façon dont les campagnes sont choisies, vu la façon dont les actions sont menées, il y a tous les risques d'une dérive. Greenpeace aligne tout le monde sur les besoins des Américains et des Européens du Nord. On peut facilement faire passer des idées dans Greenpeace parce qu'il n'y a pas d'analyse. On n'y fait pas de prospective. **On ne se demande jamais quels seront les nouveaux thèmes de campagne. Ceux-ci arrivent sans qu'on les cherche.** Il n'y a pas d'organisation transversale, pas d'analyse globale. C'est très dangereux et cela peut mener à toutes les dérives. »

Le fait que l'argent (traduisez en novlangue greenpeacienne « le sou-

ten des adhérents ») soit une donnée fondamentale du choix des campagnes est souligné par tous ceux qui fréquentent ou ont fréquenté Greenpeace et n'est même pas contesté par ses dirigeants. Uta Bellion déclare ainsi que « s'il se révèle que le sujet est très important et que nos adhérents y apportent leur soutien, cela peut devenir une très grande campagne internationale. Lorsque pour la première fois, nous avons lancé un appel de fonds pour financer une campagne « couche d'ozone », l'intérêt de nos sympathisants fut vraiment très grand. Leur signal était clair : pour eux, ce sujet était vraiment important. Nous avons donc engagé une campagne internationale pour la protection de la couche d'ozone. »

C'est avoué candidement et à mots couverts, mais, pour qui sait lire entre les lignes, c'est avoué.

De même, il est clair que si les baleines restent **LE** thème de Greenpeace, c'est parce que c'est celui qui rapporte le plus et qui passe le mieux auprès des adhérents. Pour Greenpeace, l'interlocuteur privilégié, c'est l'opinion publique. « Il faut trouver des choses simples » dit Philippe Lequenne. C'est pourquoi Greenpeace investit beaucoup dans les baleines : « Il n'y a que cela qui marche en France ». Le nucléaire marche bien dans des pays comme l'Allemagne, la Hollande ou les Etats-Unis ; pas en France. Dans notre pays, Greenpeace fera donc quelques actions spectaculaires contre des cibles nucléaires (Akatsuki Maru, Cadarache), menées le plus souvent par l'international, mais ne fera pas de mailings spécifiques au nucléaire, comme c'est le cas dans d'autres pays.



Greenpeace et Earth First!

Du lobbying à la bombe, un partage du travail

Greenpeace, bien qu'elle le nie officiellement, collabore ponctuellement à des réseaux d'action directe violente. Le cas le plus net de cette collaboration est celui d'Earth First! que l'on peut qualifier d'éco-terroriste. Ce mouvement souterrain est né aux Etats-Unis durant la seconde moitié des années 80. Son nom décrit bien sa philosophie : la Terre d'abord ! Pour Earth First!, la Nature passe avant l'Homme ; si celui-ci devient par trop destructeur, il faut passer à son élimination. Deux hommes sont à l'origine de cette organisation : Michael Roselle et David Foreman. David Foreman, qui n'est plus aujourd'hui

dans l'organisation, s'exprimait ainsi dans un tract :

« Si vous avez envie de vous suicider, suicidez-vous utile. Attachez vous des pains de dynamite autour du corps et allez vous faire sauter sur un barrage. Car ces barrages hydro-électriques sont comme des cicatrices sur la face de Gaïa, notre Mère la Terre. »

Sans commentaire... Le rédacteur en chef du journal de Earth First!, John Davis, salue le sida comme « ce qui pourrait mettre fin à l'ère industrielle comme la peste a mis fin au féodalisme ». Il dit encore que « l'éradication

de la variole fut une erreur. Elle jouait un rôle important dans l'équilibre des écosystèmes. »

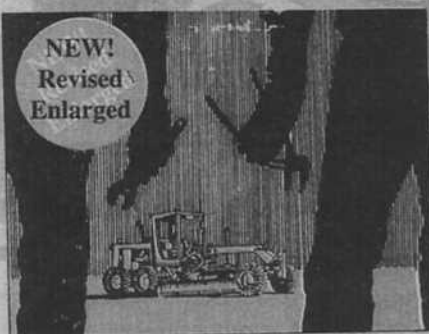
David Foreman a eu l'idée de lancer Earth First! en s'enthousiasmant pour un roman d'Edward Abbey. On y raconte l'histoire d'une cellule clandestine de vengeurs de la nature sabotant la mécanique de l'industrie dévastatrice et polluée. *Monkey Wrench Gang*, le titre du livre qui signifie littéralement la « bande de la clef anglaise », servira au départ de nom et de symbole à Earth First! : ses membres portent une petite clef anglaise argentée à la boutonnière en

signe de reconnaissance. En 1987, David Foreman publie *Eco-défense : manuel d'instruction de l'éco-sabotage*, un véritable guide technique de la guérilla écologique. On y apprend l'art et la manière de détruire les panneaux publicitaires, de protéger les arbres et de saboter bulldozers, camions et hélicoptères. Surtout, on y apprend comment pratiquer ces actions dans la clandestinité. C'est un véritable guide de résistance écologique armée. En mai 1989, David Foreman finit par être arrêté par le FBI pour « dommages à une propriété du gouvernement américain » ; il s'agissait d'une centrale nucléaire. En 1990, il quitte le mouvement. Mais les attentats continuent : les sociétés Rockwell International (spatial et militaire), Fluor-Daniel (pétrochimie), Dow Chemical (chimie) et General Electric (nucléaire) ont, entre autres, fait l'objet d'attentats à l'explosif revendiqués par Earth First!

Mais Earth First! s'est fait connaître surtout par ses actions menées contre les bûcherons, et par sa technique de « tree spiking » : il s'agit de « clouter » les arbres, d'insérer de façon peu discernable des morceaux de métal qui, au mieux détruisent les chaînes des tronçonneuses, au pire sont entraînés par elles et menacent l'intégrité physique des bûcherons. Généralement, Earth First! prévient et donne la situation des zones « cloutées ». Mais des accidents surviennent néanmoins souvent et au moins un bûcheron est resté invalide à vie suite à une opération de cloutage. L'utilisation des explosifs est fréquente, mais pas contre des être humains. Sont visés en particulier les matériels d'exploitation forestière. Des sources policières américaines estiment à quelque 150 millions de dollars les dégâts matériels commis par Earth First! depuis sa création. En mars 1994, suivant les conseils de son fondateur, Earth First! s'est attaqué aux barrages hydro-électriques de la société Hydro-Québec, et a fait exploser deux charges.

Michael Roselle, l'autre cofondateur, est depuis longtemps à la fois membre de Greenpeace et de Earth First! Il déclare avoir le droit de faire usage de la force : « Nous pensons que

ECODEFENSE:



A Field Guide to Monkeywrenching Second Edition

Edited by Dave Foreman
and Bill Haywood

Forward! by Edward Abbey

nous avons le droit d'utiliser la force dans certains cas. Les choses sont si importantes que nous devons être très violents ; parfois, cela signifie clouter des arbres ou détruire des équipements. Mais nous devons considérer chaque situation pour voir si la force est nécessaire ou non. » Roselle a été pendant un moment salarié de Greenpeace comme directeur de campagne. Il confirme la collaboration entre les deux organisations en affirmant, parlant de Greenpeace : « *Ils nous ont beaucoup aidés dans de nombreuses campagnes sur lesquelles nous avons travaillé.* »

Le témoignage de Barry Clausen

Barry Clausen, un détective privé, a infiltré l'organisation à la demande d'organisations professionnelles de mineurs, de fermiers et de forestiers, qui jugeaient que la police ne faisait pas assez d'efforts pour rechercher les coupables des exactions dont ils étaient victimes). Après avoir gagné leur confiance, laissé pousser ses cheveux et sa barbe, il a participé à des actions directes : destruction d'hélicoptères, cloutage de forêts, etc. Pendant toute l'année 1990, il a amassé des informations. Il considère les activistes d'Earth First! comme extrêmement dangereux. « *Sur une échelle de un à dix, je les mettrais à dix. Et je*



Ci-dessus, le sigle de EarthFirst!.
A gauche, la « bible » des éco-terroristes de EarthFirst!.

pense qu'ils aimeraient accomplir l'annihilation complète de l'homme. » Selon lui, Greenpeace utilise Earth First! pour accomplir des actions violentes : « *Oui, ils le font. A peu près la moitié des gens que j'ai rencontré travaillaient aussi pour Greenpeace, pour le bureau de Seattle de Greenpeace.* »

Pour Clausen, « *Earth First! n'est rien d'autre qu'une organisation terroriste qui cache la nature de ses opérations derrière un mouvement écologiste* ». Il a pu établir, par exemple, que des militants de Earth First! étaient aussi membres du Animal Liberation Front (ALF), une organisation qui place des bombes sous les voitures des chercheurs en biologie utilisant des animaux d'expérience. L'ALF est classé par le FBI parmi les dix principales organisations terroristes américaines. Curieusement, Earth First! n'est pas classé dans cette liste. Pourtant, selon Barry Clausen, « *la plupart des individus que j'ai rencontrés dans Earth First sont aussi membres du ALF et m'ont raconté les actes criminels qu'ils avaient commis pour sauver des animaux.* »

On peut avoir une idée de ces actes en lisant l'ouvrage « *Déclaration de guerre : tuer les gens pour sauver les animaux et l'environnement* », diffusé dans les librairies écolo-alternatives de la Côte Ouest américaine et dans les réseaux de Earth First! et du ALF.

Il y est proposé d'envoyer des lettres piégées aux Universités et laboratoires de recherche utilisant des animaux. Il y est suggéré de se procurer une arme semi-automatique et d'aller dans les bois pendant la saison de la chasse pour abattre « un de ces gros pleins de soupe buveur de bière ». Le pamphlet se termine par un véritable appel au meurtre : « Nous ne pouvons pas stopper la vivisection. Mais nous pouvons stopper un chercheur qui la pratique. Nous ne pouvons pas mettre fin à la chasse, mais nous pouvons mettre fin à la vie de certains chasseurs. Nous ne pouvons pas handicaper l'industrie de la fourrure, mais nous pouvons handicaper certains trappeurs. »

Greenpeace finit par admettre

Greenpeace professe *urbi et orbi* être une organisation non-violente. Elle nie avoir jamais eu aucun contact avec Earth First!. Cela est faux et c'est un mensonge de plus au crédit de l'organisation. Nous reprenons dans ce qui suit le dialogue qui s'est tenu entre Uta Bellion, présidente de Greenpeace International, et les journalistes danois ayant réalisé le documentaire *The Rainbow Man*, tel qu'il a été diffusé. La façon dont Greenpeace commence à nier avec une belle assurance, puis, alors qu'on lui présente les preuves de son mensonge, finit par avouer piteusement, est une leçon à retenir pour tous ceux qui veulent combattre la propagande de ces groupes.

« Uta Bellion : le principe de la non-violence est très important pour nous et nous ne coopérons pas avec les groupes qui n'adhèrent pas à ce principe.

Q : Et avec Earth First! ? Est ce que vous coopérez avec Earth First! ?

Uta Bellion : Non, nous ne coopérons pas avec... comme je l'ai dit avec des groupes qui ne respectent pas ce principe.

[On lui présente alors les preuves du fait que de nombreux membres de Greenpeace Seattle (USA) sont également membres de Earth First!]

Les liens de Greenpeace aux terroristes d'Earth First! sont reconfirmés

« La collaboration de Greenpeace avec l'organisation terroriste Earth First! ne peut pas être niée », selon une décision du Tribunal de Hambourg rendue le 28 juillet. Le procès opposait Greenpeace Allemagne à Böttiger Verlags, une maison d'édition qui publie la version allemande du magazine *Fusion*, ainsi que des livres dénonçant les fraudes écologistes (par exemple la version allemande de *Ozone*, un trou pour rien). C'est un communiqué annonçant une conférence de presse à propos du film *The Rainbow Man* que Greenpeace a attaqué pour diffamation, demandant 80.000 DM de réparations.

La cour a rendu un verdict équilibré. D'abord, elle a donné raison à Böttiger sur la question du terrorisme, comme nous l'avons dit plus haut. Ensuite, elle a déclaré que la phrase selon laquelle « Greenpeace a détourné des contributions pour les placer sur des comptes d'organisations indépendantes accessibles à un très petit nombre de hauts dirigeants » ne pouvait être prouvée. En ce qui concerne David McTaggart, l'ancien président de Greenpeace International, la cour a estimé que l'on ne pouvait nier qu'il avait « transformé l'organisation écologiste en une entreprise basée sur la Grande Peur pour l'environnement », mais que « l'histoire criminelle de M. Greenpeace (McTaggart) » appartenait au passé et ne pouvait plus être rappelée. Cette décision équilibrée est remarquable parce qu'Hambourg est le siège de Greenpeace Allemagne et que celle-ci y dispose d'un soutien encore plus important que dans le reste du pays.

On ne saurait trop estimer l'importance de cette décision de justice : en Allemagne, pays où elle est la plus puissante, l'organisation qui se dit non-violente est convaincue de collaboration avec un mouvement terroriste. Cette collaboration se poursuit d'ailleurs. D'après le journal de Earth First!, son dirigeant Mike Roselle a voyagé à Amsterdam pour discuter avec les dirigeants de Greenpeace International de la stratégie à adopter pour combattre le film documentaire danois. A Amsterdam, Roselle a de nouveau revendiqué l'utilisation de la violence et a remercié Greenpeace pour le soutien accordé aux campagnes de Earth First!.

Uta Bellion : Comment est-ce possible ?

Q : Je ne sais pas. C'est moi qui vous le demande !

Uta Bellion : Je ne suis pas au courant de cela.

[On lui présente alors un communiqué de presse commun de Greenpeace et de Earth First!, lors d'une action contre l'importation de bois tropicaux.]

Uta Bellion : « se sont alliés. » Oui... « pour monter un blocage non-violent du cargo X »

Q : Mais ces communiqués de presse et ces photos prouvent que Earth First! et Greenpeace ont travaillé ensemble non ?

Uta Bellion : Oui, euh...

[On lui présente la lettre de deux activistes de Earth First!, Judi Bari et Darryl Cherney, blessés dans leur voiture par l'explosion d'une bombe qu'ils transportaient. Elles remercient Greenpeace de les avoir soutenu financièrement pour leurs frais judiciaires. Uta Bellion explique qu'il s'agit d'une exception.]

Uta Bellion : Nous avons eu, sur des questions très spécifiques, où nous avons exactement les mêmes buts, pour lesquelles nous avons les mêmes principes d'action, des activités communes.

Q : Qu'avez-vous l'intention de faire au sujet de la connexion avec Earth First! ?

Uta Bellion : Eh bien, j'aimerais suivre cette affaire et demander à notre organisation aux Etats-Unis de me fournir de l'information à ce sujet et de garder un œil là-dessus.

Q : Pour mettre fin à la coopération ?

Uta Bellion : Je voudrais d'abord comprendre exactement ce qui s'est passé, quels genres de personnes travaillent ensemble pour quelle raison et ensuite donner de très clairs... leur faire une demande très claire.

Q : Qui serait ?

Uta Bellion : De ne pas collaborer avec des groupes qui... qui ne suivent pas les principes non-violents. »

On le voit, Uta Bellion, après avoir affirmé ne pas collaborer avec Earth First!, et après s'être vue présenter les preuves de cette collaboration, reconnaît, visiblement très gênée, les faits, mais se refuse à prendre l'engagement de mettre fin à cette collaboration.

Récemment encore, à la Cité des Sciences et de l'Industrie, lors d'une réunion organisée en juin 1994 par *Le Monde* sur les « paradoxes de l'environnement », Susan George, membre des directions française et internationale, a non seulement reconnu que Greenpeace avait contribué à la défense des deux activistes de Earth First! blessés en 1990 par l'explosion de la bombe qu'elles transportaient, mais a en plus défendu ces dernières en disant qu'elles étaient victimes d'un complot policier. C'est la même ligne qui est reprise par Carl Deal, dans son livre *The Greenpeace Guide to Anti-environmental Organizations*. Selon Carl Deal, Earth First! elle-même serait une organisation non-violente ! « Des organisations non-violentes comme Greenpeace et Earth First! ont été traitées de « terroristes » et soumises à la surveillance et au harcèlement de la FBI. »

Il est particulièrement révélateur que des membres élevés de la hiérarchie de Greenpeace, comme Susan George et Carl Deal, considèrent Earth First! comme « non-violent ». Nous avons vu en effet que Earth First! lui-même revendique l'usage de la violence. Leur conception de la « non-violence » de Earth First! en dit long sur la soi-disant non-violence de Greenpeace. Le soutien à une organisation qui peut écrire « Au diable les

« Lorsque les valeurs écologiques à défendre sont évidentes, l'entorse à la loi est alors légitime. Car elle est nécessaire pour faire cesser une agression violente contre l'environnement. »

Greenpeace

humains, ils sont une verrue sur la planète » démontre à quel point Greenpeace est loin de l'humanisme.

La conférence Earth First! sur le réseau informatique Econet contient de nombreux exemples de collaboration entre Greenpeace et Earth First! mais aussi avec le Rainforest Action Network ou même l'honorable Sierra Club, une organisation de protection de l'environnement vieille comme le siècle à laquelle contribue le tout Washington. David Browner, directeur du Sierra Club, a d'ailleurs patronné la naissance de Earth First!. David Foreman, qui avait été longtemps lobbyiste à Washington pour le compte de la Wilderness Society, avait en effet beaucoup de contacts tels que Browner. Les déclarations de celui-ci, faites en août 1992 sont d'ailleurs à méditer par tous ceux qui veulent comprendre la galaxie écologiste et la façon dont différents systèmes interagissent :

« J'ai fondé les Amis de la Terre pour faire paraître le Sierra Club raisonnable. Ensuite, j'ai fondé le Earth Island Institute pour faire paraître les Amis de la Terre raisonnables. Aujourd'hui, c'est le groupe Earth First! qui nous fait paraître raisonnable. Maintenant, nous attendons ce qui pourrait venir et faire paraître Earth First! raisonnable. »

La philosophie de Greenpeace serait la non-violence ? On peut en douter en lisant l'éditorial d'avril 1979 de son magazine : « Les systèmes de valeurs humanistes doivent être remplacés par des valeurs suprahumanistes qui placent toute vie végétale et animale dans la sphère de prise en considération légale et morale. Et à la longue, que cela plaise ou non à tel ou tel, il faudra bien recourir le cas échéant à la force pour lutter contre ceux qui continuent à détériorer l'environnement. »

Certes, cet éditorial date de 1979 et l'on pourrait arguer que Greenpeace a changé depuis. Mais il rappelle étrangement celui de mars 1994 se réclamant de la « légitimité écologique » pour « agir dans une certaine illégalité » : « Lorsque les valeurs écologiques à défendre sont évidentes, l'entorse à la loi est alors légitime. Car elle est nécessaire pour faire cesser une agression violente contre l'environnement. » Pas de liberté pour les ennemis de la liberté, s'exclamait Robespierre à la tribune de la Convention. Pas de non-violence pour les agresseurs de l'environnement, semble dire Greenpeace. Dans la dernière page de son magazine du printemps 1989, Greenpeace définit elle-même sa méthode : « Par des actions directes — mais sans jamais commettre elle-même la violence — Greenpeace tente de faire cesser la violence contre notre terre (c'est nous qui soulignons). » Faut-il croire que Greenpeace charge d'autres de commettre cette violence ?

Où est alors la frontière ? En tout cas, elle est au-delà de la collaboration avec un groupe incontestablement terroriste comme Action Directe... Greenpeace a jugé que les activistes d'Action Directe valaient la peine d'être rencontrés. Selon Jacques Bouzerand, dans *Le Point* du 23 septembre 1985, cette rencontre a eu lieu à Genève. « A l'occasion d'un « tribunal populaire » organisé le 14 septembre à Genève pour condamner les essais nucléaires français, une délégation de Greenpeace a rencontré deux membres d'Action Directe dont Michel Lapeyre, connu pour son activisme. Le ministre français de l'Intérieur [il s'agissait à l'époque de Pierre Joxe, NDLR], averti dès le lundi 16 septembre, a ordonné le black-out complet sur cette information. Les poli-

ciers chargés de la lutte antiterroriste en France sont inquiets. Ils pensent qu'Action Directe pourrait dans les prochaines semaines perpétrer des attentats contre des objectifs nucléaires français (bases militaires, centrales...) » Ni Greenpeace, ni le ministre de l'Intérieur, n'ont jamais démenti cette information.

Dans le livre *Les superpuissances du crime, enquête sur le narcoterrorisme* de Xavier Raufer (Plon, 1993), qui con-

sacre un chapitre à l'écoterrorisme, nous trouvons le passage suivant, qui nous servira de conclusion : « Le matin du 29 avril 1992, le président d'Exxon International, filiale du premier groupe pétrolier mondial, quitte son domicile des environs de New York et disparaît. Son véhicule est retrouvé près de chez lui vide, portières ouvertes, moteur tournant. Aucune nouvelle de Sydney Reso, cinquante-sept ans, jusqu'au 8 mai, date à laquelle un communiqué signé « Rain-

bow Warrior » revendique l'enlèvement au nom de la cause écologique. Le 27 juin, le corps de Sydney Reso est retrouvé non loin de son domicile et les kidnappeurs arrêtés ; l'affaire était crapuleuse. Une décennie plus tôt, un malfaiteur désireux d'égarer l'enquête aurait choisi comme signature plausible celle d'un groupe révolutionnaire quelconque. Aujourd'hui, l'écologie ou la protection animale fournissent des « couvertures » terroristes plausibles. »



Pour qui roule Greenpeace ?

Après avoir passé en revue quelques campagnes, on peut se demander à bon droit s'il ne peut y avoir manipulation de Greenpeace, et dans l'affirmative, quels sont les manipulateurs. La réponse à la première question, après tout ce que nous venons d'écrire, est naturelle : oui, Greenpeace a tout pour faire l'objet d'une manipulation, de par sa structure, de par l'absence de contrôle démocratique et de par la façon dont sont choisies ses campagnes. La réponse à la seconde est plus délicate. Il semble que Greenpeace agisse un peu à la manière d'un mercenaire, non attachée à un groupe ou à une nation en particulier. Ainsi, l'affirmation selon laquelle Greenpeace est une créature des groupes pétroliers américains ou des services du KGB est réductrice. Pire, elle manque le coche, en ne dévoilant pas la véritable nature de Greenpeace. Il est certain que les pétroliers ont soutenu la campagne antinucléaire de Greenpeace. Il est tout aussi établi que Greenpeace a servi les intérêts soviétiques à l'épo-

que de la bataille des Pershings. Mais cela ne veut pas dire que ces services ou sociétés multinationales contrôlent Greenpeace de A à Z. Simplement, à une époque déterminée de l'histoire, leurs intérêts ont « objectivement convergé » et une collaboration a pu s'établir.

Les liens avec l'Est

La collaboration de Greenpeace avec l'Est dans les années 80 est un exemple particulièrement frappant de ce type de convergence, au point que certains en France ont voulu caractériser l'organisation comme un front communiste. Il est vrai que les cibles de Greenpeace ont été longtemps cantonnées à l'Occident. L'Union soviétique n'était attaquée que très rarement, et encore, toujours pour des problèmes liés à la chasse à la baleine. Mais Greenpeace s'opposait modérément aux balei-

niers soviétiques. En fait, depuis qu'en juin 1974, au large de la Californie, des chasseurs soviétiques tirèrent un coup de harpon à un mètre cinquante au-dessus d'un zodiaque de Greenpeace qui les filmait et qui s'interposait entre eux, il n'y a plus eu aucune action directe contre les baleiniers soviétiques en mer.

Dans les années 80, le soutien soviétique à Greenpeace est tellement officiel que le numéro des 21-27 mars 1989 du magazine soviétique *Temps Nouveaux*, destiné aux agents extérieurs de l'URSS, contenait un article intitulé « Adhérer à Greenpeace », où l'on peut lire que Greenpeace « aura prochainement des milliers de nouveaux adhérents en Union soviétique ». L'auteur Natalia Beketova y fait l'éloge de l'organisation et parle avec chaleur de l'album de rock coproduit par Greenpeace et la société soviétique Melodiya, *Breakthrough*, afin de collecter des fonds pour le financement du futur centre de Greenpeace. Dès le mois d'août 1988, les autorités sovié-

tiques autorisaient Greenpeace à ouvrir un compte en roubles à Moscou, de manière à ce qu'elle puisse virer les produits de la vente. C'était une reconnaissance tacite de l'existence de Greenpeace en URSS, à une époque, où, en dépit de la Perestroïka donnée en image à l'Occident, les troupes spéciales du ministère de l'Intérieur réprimaient avec la plus grande sauvagerie les manifestations des nationalistes lituaniens ou ukrainiens.

Les ventes du disque *Breakthrough* ont rapporté 120 millions de francs, somme qui fut répartie à parts égales entre Greenpeace et un organisme soviétique, la Fondation internationale pour la survie et le développement de l'humanité. Parmi ses directeurs, on trouve Evgueny Velikhov, vice-président de l'Académie des Sciences et responsable du programme soviétique des armes à laser ; le métropolite Pitirum de Volokams ; Dimitri Kikhatchev, directeur du Fonds soviétique pour la culture et l'écrivain mystique Guinghiz Aïmatov, dont le groupe Issyk-Koul est l'homologue soviétique du Club de Rome. Aïmatov est d'ailleurs régulièrement invité aux grandes conférences annuelles du Club de Rome à Hannovre. David McTaggart siège au bureau de cette fondation qui reçoit, par ailleurs, des fonds occidentaux. Elle en recevait en particulier beaucoup de feu Armand Hammer, le milliardaire rouge américain, et de la famille Rockefeller.

Mais la collaboration objective remonte à plus loin. En fait, dès l'instant où Greenpeace a commencé à s'opposer aux intérêts militaires occidentaux, particulièrement américains et français, elle pouvait objectivement intéresser les Soviétiques. C'est surtout dans les années 80 que cet intérêt objectif s'est concrétisé dans une collaboration contre l'Initiative de défense stratégique du président Reagan (IDS). C'est également l'époque des grandes manœuvres visant à empêcher, après l'installation de SS-20 en Allemagne de l'Est, que les Occidentaux ne contrebalancent cette force de frappe avec les Pershings.

Le Conseil mondial pour la paix, un organisme entièrement contrôlé

par l'Etat soviétique, était chargé de chapeauter les organisations écolopacifistes occidentales. Le Conseil mondial pour la paix cachait si peu son appartenance à la mouvance soviétique que sa domiciliation bancaire était à Eurobank, la banque de l'Etat soviétique à Paris. C'est lui qui, selon le quotidien ouest-allemand *Die Welt* du 27 août 1985, finançait Greenpeace à cette époque. Greenpeace est la seule organisation non-communiste à défilé à Paris contre les Pershings, en octobre 1981, avec le Mouvement de la Paix. *Le Matin de Paris* du 16 août 1985 reprenait quant à lui les propos de l'ancien patron de la DST, Roger Wybot, qui accusait Greenpeace d'être infiltrée par les pays de l'Est. Il faut se remémorer cette époque, où les Soviétiques, tout en construisant eux-mêmes des systèmes de défense antimissiles, qualifiaient l'IDS de *Casus Belli*. La parution du rapport de Greenpeace conseillant aux pays européens de ne pas participer à l'IDS américaine était alors une bénédiction pour eux. A tel point que, le 24 juin 1985, Radio-Moscou faisait un vibrant éloge du rapport Greenpeace. Quelques jours plus tard, des délégués soviétiques et des représentants de Greenpeace se retrouvaient ensemble à une conférence organisée par le prince Sadruddin Aga Khan sur la « non-prolifération ».

Malgré la disparition de l'Etat soviétique, on trouve encore des traces de cette collaboration : en février 1992, Greenpeace invita Nikolai Vorontsov, ancien ministre soviétique de l'Ecologie, à participer à la huitième mission de protestation contre les essais nucléaires français en Polynésie. On peut s'étonner du traitement d'honneur réservé à un homme qui laissa détruire la mer d'Aral, l'une des plus grandes catastrophes écologiques mondiales que Greenpeace, soit dit en passant, a laissé faire sans jamais la dénoncer. Par ailleurs, les cercles d'Andreï Sakharov et Helena Bonner accusent ce biologiste d'avoir été un agent du KGB dans le monde scientifique.

Malgré les désastres de la gestion communiste de l'Environnement en Pologne, en Allemagne de l'Est, en (ex)Tchécoslovaquie ou en Russie,

l'on n'a jamais vu Greenpeace dénoncer ces opérations industrielles. Au contraire, Greenpeace soutenait en Allemagne la campagne des Verts allemands contre la réunification, contre ce qu'ils appelaient à l'époque « la politique annexionniste et dominatrice de Kohl ». Greenpeace va jusqu'à déclarer dans son magazine du printemps 1990, comparant les économies dirigées de l'Est et le « capitalisme sauvage » occidental, que « d'un point de vue purement écologique, les deux idéologies concurrentes sont difficilement distinguables ». Ce qui, pour toute personne ayant visité les centres industriels de la Silésie, est une déclaration invraisemblable montrant bien l'orientation de Greenpeace contre le capitalisme industriel.

McTaggart, homme de la CIA ?

A l'opposé de cette vision d'une organisation manipulée par l'Est — mais alors, qui la manipule aujourd'hui, peut-on se demander ? —, certains préfèrent une piste américaine. Plusieurs organisations écologistes accusent ainsi Greenpeace d'être un front de la CIA, destiné à contrôler le mouvement écologiste et à l'emmener vers une impasse conceptuelle. Certains anciens membres accompagnent ces commentaires d'une allégation de faits précis : en 1979, Greenpeace aurait été mandatée par la CIA, avec un paiement de 100.000 dollars à la clef, pour aller tester les défenses soviétiques du Pacifique. Il s'agissait, sous couvert de protestation contre une pêche exploitant les prises des baleiniers soviétiques, de voir comment réagit la défense maritime de l'important port soviétique de Petropavlosk. Paul Watson, le fondateur de la *Sea Shepherd Society*, est l'un de ceux qui répandent cette histoire. Son caractère de menteur pathologique fait que l'on hésite à lui accorder du crédit. Cependant, il n'est pas le seul à être catégorique sur ce point.

En juin 1991, peu avant que ne paraisse l'article du *Spiegel*, le magazine autrichien *Der Wiener*, situé à gauche, publiait une attaque virulente,

signée de Michael Knessler : « *Greenpeace, la fin d'un mythe* ». Knessler, qui a un profil similaire à celui d'Edwy Plenel, du *Monde*, en France, écrit que David McTaggart « n'a pas réussi à démentir de façon convaincante les accusations venant de sources françaises selon lesquelles il avait travaillé pour le compte de fonctionnaires américains dans une mission secrète en Amérique Latine. Les preuves, naturellement, ne sont pas



trouvables puisque les archives de la CIA le concernant sont toujours « classifiées », c'est-à-dire secrètes ».

« Les observateurs critiques, poursuit l'article, notent pourtant un étrange parallèle entre l'engagement de McTaggart dans la CIA et certains événements à Washington. Au début des années 70, les analystes de la CIA avertissent la Maison Blanche de la menace que le mouvement écologiste pourrait faire peser sur les rapports de force nationaux et internationaux. Ils soulignent en particulier les effets déstabilisateurs potentiels des mouvements de base et de la contestation extraparlamentaire. Les stratèges de la CIA conseillèrent au Président de s'emparer des thèmes écologistes et de développer des mécanismes de contrôle du mouvement environnementaliste. »

« Il est singulier de constater qu'un groupe minuscule comme Greenpeace, qui venait à peine d'être fondé par un groupe de hypies aidé de quelques respectables vieux notables de Vancouver, connaît tout à coup un développement extrêmement dynamique. D'un jour à l'autre, une communauté de consommateurs de haschich devenait un groupe de combattants écologistes opérant à un niveau international. »

Véritable structure de renseignements

Evidemment, tout ceci relève encore de l'affirmation arbitraire, et demande une confiance dans les dé-

La disponibilité d'un satellite, 24 heures sur 24, pour établir des communications entre sièges, correspond à des quantités de données à transmettre qui font immanquablement penser à une structure de renseignements.

clarations de certains journalistes répétant ce que leurs « sources » dans les services affirment avoir vu. Quoi qu'il en soit, force est de constater tout de même que Greenpeace a beaucoup de points communs avec une structure de renseignements. Les méthodes de Greenpeace, d'abord, nécessitent un entraînement paramilitaire amenant forcément des contacts avec les « services » sans pour autant que cela signifie collaboration. Pour les « actions », l'organisation utilise un petit groupe de militants triés sur le volet, hyper-entraînés, en général venus d'Allemagne

ou de Hollande. Ainsi, les organisations belge, française ou italienne, lorsqu'elles doivent réaliser une action spectaculaire, font appel à ces militants du « service action » de Hollande ou d'Allemagne, car elles ne sont pas assez riches pour en disposer elles-mêmes. Lorsqu'un militant de Greenpeace escalade la Tour Eiffel ou va boucher un émissaire d'effluents industriels, l'on peut être sûr qu'il ne s'agit pas d'un militant

français, mais d'un membre du « service action » de Greenpeace International ou de Greenpeace Allemagne.

Le fondateur de Greenpeace, Bennett Metcalfe, a lui-même le profil d'un agent de renseignement. A 16 ans, ce Canadien se rend en Grande-Bretagne dans le but de rejoindre la *Royal Air Force*. Pendant la Seconde guerre mondiale et durant une courte période de l'après-guerre, dans le secteur britannique de l'Allemagne occupée, il occupera des fonctions d'officier de renseignements militaires. Il fut ensuite journaliste dans divers grands journaux britanniques.

Mais ce qui fait le plus penser au monde du renseignement chez Greenpeace, c'est son énorme infrastructure de communication, qui va bien au-delà de ce qu'une association internationale souhaitant coordonner ses campagnes possède habituellement (fax et Internet). La disponibilité d'un satellite, 24 heures sur 24, pour établir des communications entre sièges, correspond à des quantités de données à transmettre qui font immanquablement penser à une structure de renseignements. Quelles peuvent être ces données ? Il y a bien sûr la partie « ouverte » du travail de Greenpeace, qui comprend tous les dossiers techniques relatifs aux campagnes. Nous avons vu que dans chaque bureau national, un chargé de campagne suit particulièrement son thème, en lien avec le directeur de la campagne au niveau international et avec ses collègues de par le monde. Il y a échange perma-

ment d'informations et forte coordination.

Vient ensuite la partie cachée. Des bateaux qui sillonnent la mer, des bureaux dans 25 pays, et donc, dans chaque pays, une lecture orientée de la presse, en liaison avec une action internationale, tout cela permet d'assembler une vision stratégique basée sur une relativement grande somme de renseignements. Et puis, il y a les milliers de membres actifs non permanents de Greenpeace. Ces membres travaillent, parfois dans des secteurs sensibles. Ainsi, en France, Ben Cramer, le responsable des problèmes de désarmement a travaillé pendant dix ans, avant de devenir permanent, au Service d'Information et de Documentation du Premier Ministre, à Matignon... On imagine la somme de renseignements qu'il a pu recueillir, presque à la source du pouvoir. Après un court passage au Service Diplomatique de l'hebdomadaire *Courrier International*, il se retrouve, depuis 1993, à Greenpeace.

Ce genre d'expériences peut aussi exister dans le sens inverse : l'ancien président de Greenpeace Belgique, Marc Pallemaerts, traite aujourd'hui les dossiers juridiques au sein du cabinet de Norbert De Batselier, vice-président de l'exécutif flamand et ministre de l'environnement. Il serait plus qu'improbable que l'ancien président ne passe pas de dossiers sensibles à l'organisation. Bettina Laville, énarque distinguée, fut, lorsqu'elle présidait la Fondation Européenne pour l'Environnement, une propagandiste des films de Greenpeace et entretient des relations d'amitié avec l'organisation. Elle fut ensuite conseillère de François Mitterrand pour l'environnement après avoir dirigé un court moment le cabinet de Brice Lalonde.

Un autre exemple nous est fourni par Nelly Pegeault, l'attachée de presse de Greenpeace France. Dans un article décrivant la nature des supporters de Greenpeace, elle donne cet exemple frappant : « *Ce sont les enfants d'Alain qui l'ont poussé à adhérer à Greenpeace. Choqués par un documentaire sur la chasse baleinière, ils lui ont fait part de leur indignation et lui ont*

soumis l'idée d'appartenir à cette grande famille des protecteurs de la diversité biologique. Aujourd'hui, il est très actif dans l'association et milite même pendant ses heures de travail. Son credo est de faire passer le message auprès des plus irréductibles. Une tâche de longue haleine, qui devient véritablement précieuse lorsqu'on apprend qu'il l'accomplit au sein d'une filière de Framatome ! » Ce qualificatif de « véritablement précieuse » prend une couleur très intéressante lorsque l'on sait qu'en 1991, un cadre de la direction de la Communication de Exxon a été chassé pour faute professionnelle grave : il avait transmis des documents internes de l'entreprise à Greenpeace !

Dans le monde entier, dans les administrations, dans les entreprises privées, dans les syndicats, des hommes et des femmes, engagés presque religieusement à Greenpeace transmettent ainsi des informations, qui remontent au siège international par l'intermédiaire du bureau national. Ce type d'informations pourrait être utilisé pour monter des actions (la date de départ du convoi exceptionnel emportant une cuve nucléaire de Framatome est ainsi une information croustillante pour qui voudrait bloquer ce convoi) ou même pour exercer des chantages ou des rackets. Si, en lisant ces lignes, l'on pense qu'elles sont par trop paranoïaques, il nous faut citer à nouveau McTaggart, le créateur de la méthode Greenpeace : « *Je n'ai aucune moralité (...) Nous combattons pour que nos enfants puissent atteindre le XXIème siècle, alors au diable les règles.* »

Avec cette perspective, tout est permis et même justifié, légitimé par le combat pour sauver la planète. Tout, y compris la violence contre les biens et les personnes, y compris le mensonge, y compris la trahison de son entreprise ou de son pays. Les militants endoctrinés par Greenpeace représentent donc un problème de sécurité bien réel, encore souvent ignoré par les entreprises et les gouvernements. C'est pourquoi il paraît extrêmement regrettable que Michel Barnier ait nommé une responsable de Greenpeace, Katia Kanas, au Comité National de l'Eau, une instance

consultative d'orientation de la politique nationale.

Mais revenons à notre question initiale : tout cela, au profit de qui ? Quel est l'intérêt final que poursuivent les promoteurs de Greenpeace ? En admettant que nombre des militants sont sincères, nous avons vu qu'au plus haut niveau, des pratiques incompatibles avec les buts affichés furent et sont encore de mise. Quel est donc la « grande stratégie » de ceux qui ont fait de Greenpeace un outil incroyablement puissant ?

Une organisation mercenaire ?

Comme nous le voyons, dès que l'on essaye d'attribuer la manipulation de Greenpeace à une seule source (KGB, CIA, pétrochimistes américains, industrie allemande, etc.) on aboutit inmanquablement à des incohérences. L'une des façons de lever ces incohérences serait d'avoir recours à la thèse d'une organisation mercenaire, prête à se vendre au plus offrant, ne recherchant que son profit personnel, et ayant adopté la couverture de l'environnement pour mener des opérations d'enrichissement. Cette thèse, à première vue, semble bien convenir, d'autant plus que la vie de David McTaggart, que nous avons examinée au début de ce dossier, concorde à merveille avec ce genre d'explications. L'argent de la CIA pour aller tester les défenses soviétiques, le soutien russe aux attaques contre l'Initiative de défense stratégique, l'appui des anglo-américains pour déstabiliser la France (par le nucléaire) et l'Allemagne (par la chimie), cœur d'une Europe forte, tout ceci permettrait d'expliquer bon nombre d'attitudes de Greenpeace, très mouvantes dans le temps. La façon dont McTaggart émerge, protégé, en Nouvelle Zélande, est encore intéressante.

Mais là encore, la thèse semble par trop réductrice, dans la mesure où elle ignore les engagements idéologiques de Greenpeace. On ne peut évaluer Greenpeace sans évaluer l'ensemble du mouvement écologiste et

sans refaire l'histoire de la naissance de cette idéologie. Avant de nous lancer dans cette histoire, revenons un moment sur l'affaire du Rainbow Warrior et sur les curieux amis de Greenpeace qui se firent connaître à ce moment.

L'affaire du Rainbow Warrior

« C'est dans les coups durs que l'on reconnaît ses véritables amis. » Cet adage populaire va peut-être nous permettre d'analyser l'action de Greenpeace en passant au-dessus des symboles et des mythes pour entrer dans le monde souterrain des motivations cachées.

Le 10 juillet 1985, à Auckland, le navire-amiral de Greenpeace est coulé par une équipe du service action de la DGSE, le service de contre-espionnage français. Un photographe portugais-hollandais, Fernando Pereira, trouvera la mort en tentant d'aller récupérer son matériel photographique entre la première et la seconde explosion. Le Rainbow Warrior s'apprêtait à appareiller pour Mururoa et à y mener une nième campagne de protestation contre les essais nucléaires français.

Cette action, rendue publique suite à une fuite des services secrets britanniques (MI6) vers leurs collègues de Nouvelle-Zélande, allait déboucher sur une véritable affaire Watergate à la française, qui déstabilisait brutalement la France au moment où celle-ci jouait un rôle crucial dans l'alliance occidentale. L'« affaire Greenpeace » allait mener au limogeage de l'Amiral Lacoste, chef de la DGSE, et à la démission de Charles Hernu, ministre de la Défense, ce fils de gendarme qui avait réconcilié les socialistes avec l'armée de la République.

L'un des aspects les plus singuliers de toute l'affaire est sans doute que l'ancien conseiller de la Maison Blanche Lloyd Cutler se soit proposé pour assurer gratuitement la défense des intérêts de Greenpeace dans son procès contre la France. Cutler, membre



Manifestation de Greenpeace contre les essais nucléaires français qui s'est déroulée le 6 août dernier au Trocadéro.

de la Commission Trilatérale, est l'un des hommes d'influence les plus puissants des Etats-Unis, au point que certains ont pu affirmer que le cabinet d'avocats qu'il a contribué à fonder, Wilmer, Cutler & Pickering, était plus puissant que la CIA sous la présidence de Jimmy Carter. Cutler entama d'abord sa carrière dans le cabinet Cravath, Swaine & Moore, l'un des plus prestigieux cabinets d'avocats des Etats-Unis, fondé en 1819. Spécialisé au départ dans les voies de chemin de fer, ce cabinet entreprend vite une fructueuse relation avec la Standard Oil. A partir de cette époque, et jusqu'à aujourd'hui, il est intimement lié aux intérêts de la fa-

mille Rockefeller. Beaucoup de ses avocats vedettes siègent au Conseil d'Administration de la Chase Manhattan et l'un d'entre eux, Roswell Gilpatric, fut pendant des décennies l'avocat personnel de feu Nelson Rockefeller. Peu avant l'explosion du Rainbow Warrior, Lloyd Cutler était en train de défendre personnellement les intérêts de la Shell dans une affaire d'explosion de méthanier.

Lloyd Cutler a joué un rôle très important, bien que caché, pendant l'affaire du Watergate. Pendant toute la durée de celle-ci, il était en communication constante avec James Preston et Ben Bradlee, les directeurs

de la rédaction du *New York Times* et du *Washington Post*. Au milieu des années 60, il fut chargé par le président Lyndon Johnson de diriger la Commission sur la violence et les désordres civils, chargée d'enquêter sur les causes des émeutes raciales. Et en 1993, après les émeutes de Los Angeles suite au procès des policiers ayant battu sauvagement Rodney King, c'est encore Lloyd Cutler qui est nommé par Bill Clinton à la tête de la commission d'enquête sur les causes de ces émeutes.

Fondée en 1973 par David Rockefeller, alors président de la Chase Manhattan Bank, la Commission Trilatérale est définie dès le début comme un gouvernement mondial « parallèle », regroupant les élites financières et économiques du monde anglo-saxon. Outre David Rockefeller, Henry Kissinger, Zbigniew Brzezinski, Lloyd Cutler, George Ball, Raymond Barre et George Bush, on y trouve les dirigeants de la British Petroleum, de la Royal Dutch Schell, des compagnies pétrolières américaines, de Rio Tinto Zinc, et de l'Anglo-American Corp., entre autres. Ce groupe, « think-tank » des élites impériales mondiales, se situe directement dans la lignée idéologique lancée par le Royal Institute for International Affairs, qui veut qu'une petite élite domine le monde par manipulations et qui veut tout mettre en œuvre pour assurer la continuation du pouvoir de cette petite élite, y compris au détriment du développement du tiers-monde.

Malthusianisme et oligarchie définissent la perspective de la Commission Trilatérale, qui s'exprime parfaitement dans cette citation de son rapport de 1975, *The crisis of Democracy*, écrit par Samuel Huntington, Michel Crozier et Joji Watanuki. « Nous en sommes venus à reconnaître qu'il existe des limites potentiellement désirables à l'extension de la croissance économique. Il y a aussi des limites désirables à (...) la démocratie politique. (...) Un gouvernement qui souffre d'un manque d'autorité et s'étant engagé dans de vastes programmes n'aura certainement pas la capacité, à moins d'une crise cataclysmique, d'imposer à son peuple les sacrifices pouvant être nécessaires.



Au cours du XXème siècle, l'on a vu se dérouler un long processus, montant en puissance avec chaque convulsion du siècle, visant à détruire un certain nombre de paradigmes fondamentaux de la civilisation occidentale : l'idée de souveraineté nationale, la croyance au progrès technologique, l'idée que l'homme est supérieur à l'animal, etc.

(...) Si la sécurité nationale était menacée, ce qui arrivera inévitablement à un certain moment, ce gouvernement n'aura pas l'autorité pour contrôler les ressources et sacrifices nécessaires pour faire face à cette menace. »

Un curieux paradoxe

Un homme de l'establishment vient défendre l'organisation écologiste qui est la terreur des industriels, qui se présente comme l'anti-capitaliste absolu, l'anti-exploiteur de la planète. La Trilatérale, avec tous ses patrons de « multinationales pétrolières polluantes », au secours de Greenpeace ? Il y a quelque chose qui ne « colle » pas. Il nous semble que la seule manière d'expliquer ce paradoxe est de le replacer dans une petite histoire de l'écologisme et de ses racines philosophiques

Au cours du XXème siècle, l'on a vu se dérouler un long processus, montant en puissance avec chaque convulsion du siècle, visant à détruire un certain nombre de paradigmes fondamentaux de la civilisation occidentale : l'idée de souveraineté nationale, la croyance au progrès technologique, l'idée que l'homme est supérieur à l'animal, ... Un groupe de personnes influentes et déterminées à instaurer un « gouvernement mondial », dirige ce processus depuis plus de trente ans. Le Club de Rome, une organisation internationale de cent membres, a été conçu, selon les termes de son président-fondateur Aurelio Peccei, comme « une opération de commandos pour ouvrir une brèche dans la citadelle d'autocomplaisance dans laquelle la société s'était retranchée follement. » Il s'agissait alors d'en finir avec l'Etat-Nation, structure considérée comme appartenant au passé et accusée de tous les maux, particulièrement de l'égoïsme menant à la destruction de l'environnement.

La stratégie du Club de Rome a donc consisté à utiliser l'argument écologiste pour imposer, de manière détournée, l'idée d'un gouvernement mondial, seul apte à gérer les « ressources limitées » de la planète. Pour

cela, il fallait lancer des campagnes catastrophistes basées sur l'idée que le monde est fini, selon l'expression de Paul Valéry reprise par Albert Jacquard, que ce monde est d'autant plus menacé que la population s'accroît et que l'humanité est lancée dans une course folle à sa destruction si elle ne change pas radicalement de paradigmes, c'est-à-dire des hypothèses de fond, qu'elles soient culturelles, scientifiques ou religieuses, sur lesquelles elle fonde sa pratique quotidienne.

Deux visions de l'homme s'opposent ici, comme elles l'ont toujours fait depuis des siècles. L'une est caractérisée par ce que l'on a appelé l'humanisme judéo-chrétien ou encore l'humanisme républicain issu de la Renaissance : selon cette conception, l'homme n'est pas un animal parmi d'autres, mais bien un « sommet de l'évolution », une « image vivante de Dieu », pour utiliser un terme théologique. La preuve concrète de cette supériorité de l'homme sur la bête est incarnée dans l'usage que le premier fait de la technologie. À l'aide de celle-ci, l'homme peut « dominer la Terre et en faire son jardin », il a été capable d'accroître de trois ordres de grandeur son potentiel de densité démographique sur la planète, qui est passé, entre le stade de la chasse et la cueillette et l'époque moderne, approximativement de dix millions à dix milliards d'individus. Aucune autre espèce vivante n'a été en mesure d'accomplir une telle transformation de façon volontaire. Cette première conception a donné naissance aux républiques modernes. C'est elle en particulier qui sous-tend les Constitutions américaines (1787), française (Préambule aux constitutions de 1946 et 1958) ou allemande (1949) avec la référence au « droit naturel à la poursuite du bonheur ».

La seconde vision de l'homme, celle qui est à l'origine du Club de Rome, est celle de l'empire. Dans cette conception, l'homme est un « dragon malfaisant » ou encore le « cancer de la planète » (deux expressions d'Aurelio Peccei). Plus profondément, ce ne sont pas les droits de l'homme individuel qui importent, mais le maintien d'un ordre arbitrai-

re, au service d'une caste régnante. Ce fut le modèle de Sparte, de l'Empire romain, ou des principaux empires coloniaux à visée expansionniste, le Britannique ou le Russe étant les derniers en date. Dans le monde de l'Empire, contrairement à celui de la République, une avancée technologique n'est pas, sauf exception, une bonne nouvelle. En effet, elle bouleverse l'ordre établi et exige en général un accès plus large des « classes inférieures » à la « connaissance », celle-ci devant être réservée à une élite. Toute idée de croissance, technologique ou économique, est rejetée par ce courant, parce que « déstabilisatrice » d'un ordre immuable établi par la nature. L'Etat-nation, parce qu'engagé au progrès technologique pour le bien-être de ses citoyens, est rejeté comme forme d'organisation de la société, au profit d'une forme de fédération de bio-régions ou encore de « retour au village » avec une autarcie maximum.

L'importance du Club de Rome

Ce mouvement philosophique néo-malthusien n'est pas cantonné à quelques vieillards impuissants, séniles et sans pouvoir. L'ouvrage du Club de Rome publié peu avant la première conférence mondiale de l'environnement de Stockholm en 1972, *Halte à la croissance ?*, a eu un impact énorme dans le monde entier. Celui qui préparait cette conférence, Maurice Strong, est un membre très actif du Club de Rome. C'est encore lui qui en assurait le suivi, en étant le premier directeur du Programme des Nations Unies pour l'Environnement. On le retrouve ensuite à l'ONU, à la présidence de la Fédération mondiale des associations des Nations Unies. Entre 1983 et 1987, il fait partie de la Commission Brundtland qui donnera naissance au fameux rapport *Our Common Future* et au concept de développement durable. Enfin, vingt ans après Stockholm, c'est encore Maurice Strong qui préside la conférence de Rio, après en avoir assuré la préparation. Aujourd'hui, tout en ayant repris ses fonctions de grand patron (après Pé-

tro-Canada, il préside aux destinées de la compagnie électrique Hydro-Ontario), Maurice Strong continue son action au sein du Earth Council et de la Commission du Développement durable des Nations Unies. Il agit aussi au sein du E-7 (le groupe des sept plus grands électriciens du monde), avec en perspective la création d'une sorte d'« ONU de l'énergie »

L'essentiel du mouvement écologiste est issu de cette idéologie impériale anti-humaniste. En tout cas, il n'a pas été formé spontanément comme un mouvement populaire, mais plutôt financé à coups de millions de dollars, dès les années 60, par des fondations de l'establishment américain représentant ce point de vue (fondation Ford, fondation Rockefeller, etc.). En 1969, la première organisation de masse, les Amis de la Terre, est fondée par David Browner, qui reçoit pour ce faire un don personnel de 200.000 dollars de M. Robert Anderson, président de l'Institut Aspen et de la compagnie pétrolière Atlantic Richfield Company (ARCO). On retrouve, dans le Conseil des Amis de la Terre, Aurelio Peccei et Maurice Strong. Le 22 avril 1970, toujours avec le large soutien financier personnel de Robert Anderson, les écologistes organisent le premier Jour de la Terre, qui voit des milliers d'étudiants américains protester contre le « toujours plus » et contre l'idée d'un monde sans limite. Bien sûr, le mouvement écologiste a pris ensuite une certaine forme d'autonomie et des formes d'action et de pensée très diverses. Mais on peut néanmoins considérer qu'il agit toujours comme une force globale à l'échelle de la planète, sur un nombre de points fondamentaux. Et Greenpeace, malgré ses caractéristiques propres, est partie intégrante de cette mouvance.

Objectifs de l'écologisme

On peut les résumer en quatre points :

1. Arrêter les grands projets de développement économique, notamment en Amérique Latine et en Asie.

C'est l'apartheid technologique directement promu dans le cas du Club de Rome, particulièrement avec Aurelio Peccei, son fondateur, ou de la Commission Trilatérale. C'est le « développement durable » inventé par la Commission Brundtland, qui cache sous le couvert d'une rhétorique tiers-mondiste le même apartheid technologique : pas de technologies avancées pour le tiers monde.

2. Arrêter le développement industriel en promouvant les mythologies de la protection de la nature et d'une société postindustrielle, comme si la nature était en-soi bonne et belle, et si une société moderne pouvait vivre sans industrie. L'action anti-industrielle a visé et vise évidemment en priorité la source d'approvisionnement de l'industrie, c'est-à-dire le secteur énergétique. Et au sein de ce secteur, les formes de production d'énergie les plus avancées : la motivation de la campagne contre le nucléaire se trouve là, dans ce raisonnement destructeur et irrationnel, mais « logique » dans son déroulement.

3. Promouvoir une politique anti-populationniste systématique dans les pays du tiers monde. D'où les mythes racistes suivant lesquels l'Asie et l'Afrique seraient « surpeuplés » en considérant implicitement ou explicitement que les grands projets doivent être arrêtés pour protéger l'environnement et que les moyens actuels de produire ne seront donc pas suffisants pour entretenir et nourrir plus d'êtres humains. Cette logique est celle qui sous-tend les conférences de l'ONU au Caire, sur la population et le développement, à Copenhague, sur le développement social, à Pékin, sur les femmes, ou à Rio, sur l'environnement et le développement. Développement est à entendre ici dans la « novlangue onusienne ». La meilleure définition du développement durable, selon la canadienne Elisabeth Dowdeswell, directrice du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), est la civilisation des eskimaux Inuits ou des Aborigènes australiens. Autrement dit, quand l'ONU dit développement, il faut entendre « non-développement ». C'est tellement vrai que dans

le programme de la Conférence du Caire, 6 pages sur 83 seulement traitaient du développement, les autres abordant les différentes façon de limiter l'« effroyable pullulation » du tiers monde, désignée comme principale responsable de la dégradation de l'environnement.

4. Affaiblir et si possible détruire toutes les structures « classiques » qui promeuvent la croissance industrielle et la croissance de la population. C'est pourquoi l'écologisme est, toujours aussi « logiquement », ennemi de l'Etat-nation industriel et populationniste, et défenseur du « petit » (région, communauté locale).

Pour quels intérêts ?

1) Les intérêts ou les oligarchies financières ennemis du progrès scientifique, c'est-à-dire ne soutenant que leurs investissements, résultats d'un progrès scientifique passé, contre les investissements nouveaux les dévalorisant. C'est cette oligarchie financière que personnalise un homme comme Jimmy Goldsmith, roi de la spéculation à court terme et des raids prédateurs. Aujourd'hui, après avoir très largement financé les mouvements antinucléaires dans les années 70, ce citoyen britannique se fait le chantre d'un retour à l'« économie du village ». Son frère, Teddy, rédacteur en chef du magazine britannique *The Ecologist*, partage la même vision du monde fondamentalement conservatrice et réactionnaire, bien qu'il puisse y avoir des divergences entre eux sur des points précis.

2) Les malthusiens de toujours, c'est-à-dire des familles d'esprit et d'intérêts féodaux, opposés à l'idée même de progrès. Cela explique les sympathies rencontrées par le mouvement écologiste dans la haute aristocratie britannique, dans diverses familles royales ou dans des « clans » d'Espagne, du Portugal, d'Amérique Latine ou de France. C'est Philip d'Angleterre qui préside le WWF International. C'est le prince Agha Khan, l'un des hommes les plus riches du

monde, qui dirige la fondation Alp Action et la fondation animaliste Bellerive.

3) Les ennemis des Etats-nations occidentaux, non seulement ennemis politiques ou militaires, mais ennemis du type même de culture de ces Etats-nations basés sur la liberté, le progrès industriel et moral, et les droits de la personne humaine. Cela explique le financement par l'Union soviétique d'Andropov et de ses élèves, de l'écologisme occidental. Dès l'arrivée de ce dernier à la tête du KGB en 1967, l'URSS a en effet joué une carte de déstabilisation en profondeur, de « guerre de sape » contre l'Occident en décidant de financer et d'infiltrer les trafics de drogue, les mouvements terroristes et les mouvements écolo-pacifistes.

Après la disparition de l'URSS, et même si les réseaux du KGB et les hommes qu'il a « plantés » demeurent dans une certaine mesure, le plus grand ennemi des Etats-nations est aujourd'hui la machinerie de l'ONU. Gorbatchev, dans son discours à la tribune de l'Assemblée Générale de l'ONU, le 7 décembre 1988, proposait déjà à ses partenaires occidentaux de mettre en place un Nouvel Ordre mondial écologiste. Etant données les « limites inhérentes à l'industrialisation de type traditionnel, l'extension et l'intensification de celle-ci nous mènent à une catastrophe écologique globale. » Et de proposer un « processus d'émergence d'un monde interdépendant et intégré, chose que seule l'ONU peut accomplir ». L'ONU pourrait même avoir une force de police écologique et doter le PNUE d'un pouvoir exécutif !

Cette machinerie onusienne a été renforcée par la vision de George Bush, président issu de la Commission Trilatérale, qui voulait instaurer un « nouvel ordre mondial qui durera cent ans ». Elle est encore aujourd'hui en plein développement, bénéficiant même de ses pires erreurs, comme on l'a vu en Bosnie, au Cambodge ou au Rwanda. A chaque critique, la réponse, à peu près unanime, est la même : ce n'est pas moins d'ONU qu'il nous faut, mais plus d'ONU. Le nouvel ordre mondial s'est encore traduit

par la signature de conventions très contraignantes, comme celle sur la biodiversité, et de traités comportant des clauses fondamentalement nouvelles dans le droit international, comme le Protocole de Montréal, destiné à assurer la « protection » de la couche d'ozone.

Nous nous sommes éloignés de Greenpeace pour prendre une perspective globale sur le mouvement écologiste. Si tant est qu'il existe effectivement une « puissance occulte » derrière Greenpeace, il nous semble que c'est la même que celle qui a promu l'ensemble du mouvement. Et ses intérêts sont les mêmes. Cela n'empêche pas Greenpeace d'avoir ses caractéristiques propres qui l'amènent à « jouer les mercenaires », le manque d'éthique de David McTaggart (« je n'ai aucune morale »), son président-fondateur, lui permettant d'ignorer la cohérence.

Conclusion

Arrivés au terme de notre voyage dans la galaxie Greenpeace, nous avons maintenant une idée plus claire de son fonctionnement.

1. Le militantisme idéaliste et brouillon des débuts a fait place à un hyper-professionalisme d'une grande efficacité, ce passage correspondant à la prise de pouvoir de McTaggart. Les généreux militants des débuts de Greenpeace se sont transformés en membres de la « jet-set » de l'écologie. Ce mouvement est encore accentué avec le nouveau directeur général de Greenpeace, Thilo Bode.

2. Ce professionalisme froid coexiste avec un certain fondamentalisme religieux, voire un fanatisme de type « écologie profonde ». Il semble que la plupart des militants et des permanents croient véritablement en ce qu'ils font et y soient profondément engagés idéologiquement. Seuls McTaggart et quelques uns de ses fidèles sont parfaitement cyniques dans leur manipulation.

3. A l'image de son véritable fondateur McTaggart, Greenpeace fait feu de tout bois pour abuser ses adeptes. « La fin justifie les moyens » semble être une devise omniprésente. Films falsifiés, mensonges semi-permanents, déformation des faits scientifiques, utilisation des médias, etc. Tout est bon pour faire passer le message. Greenpeace possède la vérité, les autres doivent donc s'incliner. Ceux qui ne le font pas sont accusés d'être vendus à l'industrie, d'être soutenus par la secte Moon, ou encore de propager une idéologie haineuse d'extrême-droite. Ce sera probablement la réaction de Greenpeace à cet article.

4. On peut déterminer la nature de Greenpeace en voyant quels sont ses ennemis principaux : les petites nations scandinaves, la France et son nucléaire militaire et civil, l'axe franco-allemand en Europe continentale de façon générale, les pays du tiers monde souhaitant accéder à des technologies avancées. TOUT ceci rappelle immanquablement les buts exposés des grandes fondations anglo-américaines, celles-là mêmes qui ont financé le lancement et la propagation du mouvement écologiste. C'est là, au fond, qu'il faut chercher les intérêts se cachant derrière Greenpeace. ■

Références

• Articles

Greenpeace : Voyage au coeur du pouvoir vert, Patrick Lopez, *La Tribune Desfossés*, 3 février 1993

Un produit nommé Greenpeace, Bolke Behrens et Medard Meier, *Wirtschaftswoche*, 3 mai 1994 traduit dans le *Courrier International* du 5 mai 1994

Greenpeace ? Un monstre vert, Reportage du *Spiegel*, traduit dans le *Courrier International* du 20 septembre 1991.

The not so peaceful world of Greenpeace, Leslie Spencer, *Forbes*, 11 novembre 1991

Les déboires de Greenpeace en France, Jean-Marie Quemener, *Le Quotidien de Paris*, 13 novembre 1991

Le Point du 23 septembre 1985

Un nouveau Greenpeace France ? Supplément au numéro 81 de *Industrie & Environnement*, 15 septembre 1993

Earth First! from inside, The True Story of an ecoterrorist gang, Barry Clausen, *21st Century Science & Technology*, Washington, Spring 1994.

• Documents vidéo

The Rainbow Man, Film documentaire produit par TV2-Danemark, 1993

Survival in The High North, Film documentaire de Magnus Gudmunsson, 1989

Reclaiming paradise, Film documentaire de Magnus Gudmunsson, 1992

• Dossiers

Greenpeace Scandal : Who's Lloyd Cutler? Executive Intelligence Review, Special Report, Wiesbaden, septembre 1985

Profile on Greenpeace International, The International Business Issues Monitor, 1er octobre 1993

The Greenpeace Guide to Anti-environmental Organizations, Odonian Press, Berkeley, California, 1993

La Guerre de Sape soviétique contre l'Alliance occidentale, Terrorisme, pacifisme, écologisme Rapport spécial de l'Executive Intelligence Review, Wiesbaden, septembre 1986.

La guerre contre le chlore, Etude de son impact sur le tissu industriel allemand à partir du cas des solvants chlorés et réfutation scientifique des arguments de Greenpeace, Pr Jonathan Tennenbaum, Editions Alcuin, Paris, septembre 1993.

Etude sur les origines des mouvements écologiques et leurs distorsions scientifiques, Christine Schier, Editions Alcuin, Paris, septembre 1990.

Le sommet de la Terre 1992, Ce qui va changer pour l'industrie, étude de la rédaction d'*Industrie & Environnement*, Editions Alcuin, Paris, novembre 1991,

• Livres

Les Superpuissances du crime, Enquête sur le narco-terrorisme, Xavier Raufer, Plon, Paris, 1993

The Eco-wars : a layman's guide to the ecology movement, David Day, Harraps, Londres, 1989.

Ecodefense : a field guide to monkey wrecking, David Foreman, Earth First!, Tucson, Arizona, 1987.

Le Nouvel Ordre Ecologique, Luc Ferry, Grasset, Paris, 1992.

• Conversations personnelles

Philippe Lequenne, Pénélope Komitès, Haroun Tazieff, Magnus Gudmunsson, Barry Clausen, Rogelio Maduro, Frans Kotte, Geoffrey Steiner, Bennet Metcalfe.